

Les sondages clandestins de la Résistance en France occupée au début de l'année 1944. Chapitre 4.

Jean-Paul Grémy

► **To cite this version:**

Jean-Paul Grémy. Les sondages clandestins de la Résistance en France occupée au début de l'année 1944. Chapitre 4. : L'impact des éditoriaux de Philippe Henriot.. 2012. halshs-00701976

HAL Id: halshs-00701976

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00701976>

Submitted on 28 May 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Jean-Paul GRÉMY

**LES SONDAGES
CLANDESTINS
DE LA RÉSISTANCE
EN FRANCE OCCUPÉE
AU DÉBUT DE L'ANNÉE 1944**

CAHIER N° 4

(2 juin 1944)

**L'IMPACT DES ÉDITORIAUX
DE PHILIPPE HENRIOT**

QUESTION 2D

Enoncé : Est-ce que les discours de Philippe Henriot portent sur vous ? Si oui, de quelle façon et dans quel sens ?

DONNEES TECHNIQUES DE L'ENQUETE

Nombre de personnes interpellées : 426 Français de naissance

Période de l'enquête : 26/4/44 - 15/5/44

Pour les régions touchées et le nombre et professions des agents enquêteurs, voir Cahier N° 1, page 2.

COMPOSITION DE L'ECHANTILLONNAGE

Elle diffère très peu de celle des questions 2A, 2B et 2C.

a) - Composition suivant les activités :

Patrons	28 %
Salariés	31 %
Professions libérales	18 %
Fonctionnaires	12 %
Rentiers, retraités et pensionnés	8 %
Sans profession	3 %

b) - Composition suivant le rang social :

Rang social élevé	22 %
Rang social moyen	37 %
Rang social modeste	41 %

c) - Composition suivant la couleur politique :

Sympathisants	57 %
Résistants	23 %
Neutres	20 %

(Les collaborateurs n'ont pas été questionnés)

d) - Composition suivant l'âge :

Jeunes (25 ans - 34 ans)	24 %
Moyens (35 ans - 55 ans)	62 %
Agés (56 ans - 70 ans)	14 %

Pour ces 4 compositions, voir aussi Cahier N° 1, pages 2 et 3.

RESULTATS DE L'ENQUETE SUR L'ENSEMBLE DE LA POPULATION

OUI	10 %
NON	84 %
NE L'ECOUTENT PAS	6 %

Réponses "négatives"

On y trouve les 3 idées suivantes, ayant presque toutes la même fréquence :

1°- "C'est un orateur de grand talent et il dit souvent des vérités. Mais sachant pourquoi et pour qui il parle, ses discours glissent sans accrocher".

Henriot est ici encore assez dangereux et c'est seulement la foi de ceux qui l'écoutent qui les préserve contre son venin.

2°- "Excellent orateur et doit probablement porter sur le peuple ; mais pas sur moi".

C'est déjà mieux, car ici il n'est plus question de "vérités" dites par Mr Henriot. Il est à noter que ces quelques mots : "doit probablement porter sur le peuple, mais ne portent pas sur moi" se retrouvent étonnamment ressemblantes chez toutes ces personnes.

3°- Enfin les phrases d'injures. A titre documentaire et pour l'importance que cela peut présenter au point de vue de l'image qu'une partie du peuple se fait de lui, nous donnons quelques unes de ces phrases dans l'ordre des fréquences progressives :
"Son fils est un bandit".
"C'est un salaud qui aura bien mérité le sort de Pucheu."
"Il s'est vendu aux boches".

Ce genre de réponses se passe de commentaires. Il n'est plus question de portée quelconque des discours de Philippe Henriot. Il faut aussi dire qu'elles représentent plus du tiers des réponses négatives.

Réponses positives

Celles-ci s'expriment d'une seule façon :

"Henriot est un orateur de grand talent. De plus, c'est le seul qui nous dit les quatre vérités."

On n'a pas eu de réponses qui prouvent que les "vérités" de Philippe Henriot aient pu amener un seul Français à se transformer de Sympathisant en Collaborateur. La portée de ces discours s'arrête là : ils font apprendre des vérités qui peuvent paraître à quelques-uns pénibles, mais ils ne poussent jamais à la désertion.

L'OPINION DES DIVERSES CATEGORIES DE FRANÇAIS

<u>Catégorie</u>	<u>Non</u>	<u>Oui</u>	<u>Ne l'écoutent pas</u>
Patrons	73 %	22 %	5 %
Salariés	86 %	7 %	7 %
Professions libérales	92 %	4 %	4 %
Rentiers, retraités, pensionnés	90 %	1 %	9 %

Les arguments de Henriot portent le plus sur les Patrons. Peut-être à cause de ses idées anti-communistes d'une part, et de ses philippiques contre les bombardements destructeurs d'"affaires", d'autre part.

Les inactifs - ceux qui disposent de plus de temps - donnent pourtant le plus grand pourcentage de personnes qui ne l'écoutent pas.

<u>Couleur politique</u>	<u>Non</u>	<u>Oui</u>	<u>Ne l'écoutent pas</u>
Sympathisants	91 %	6 %	3 %
Résistants	85 %	6 %	9 %
Neutres	62 %	24 %	14 %

Les Sympathisants et les Résistants présentent, une réceptivité égale, avec cette différence que les Résistants s'abstiennent davantage de l'écouter. Il est toutefois intéressant de remarquer que malgré leur tempérament et leur formation guerrière, il y en a sur lesquels Henriot porte. Et même dans une proportion aussi élevée que chez les Sympathisants qui, tout de même, sont plus tièdes qu'eux.

Quant aux Neutres, il se vérifie une fois encore, leur caractère réactionnaire (voir notre remarque dans le Cahier N° 3).

<u>Ages</u>	<u>Non</u>	<u>Oui</u>	<u>Ne l'écoutent pas</u>
Jeunes	86 %	8 %	6 %
Moyens	85 %	9 %	6 %
Agés	79 %	16 %	5 %

On voit que la portée des syllogismes du Ministre de la Propagande, croît avec l'âge de ceux qui l'écoutent, pour devenir deux fois plus importante chez les vieillards.

CONCLUSIONS

Le résultat de cette enquête a été une surprise car, suivant toutes les apparences, on croyait que les discours de Philippe Henriot portaient sur l'opinion publique française.

Le présent sondage a prouvé tout à fait le contraire.

Mais alors, on pourrait peut-être se poser la question suivante : Par quel mystère les discours de Henriot ne portent pas, puisqu'ils sont très bien faits, très bien dits et que tout le monde est d'accord pour le reconnaître.

L'insuccès de Philippe Henriot tient à lui personnellement et à ses "alliés".

En effet, lorsque Henriot parle de nos tares et de nos défauts, ainsi que ceux de nos alliés, tout le monde est d'accord à le reconnaître car nous sommes tous des humains, donc sujets à l'erreur. Et si certains d'entre nous l'écoutent avec plus ou moins d'intérêt, c'est qu'il en parle avec plus d'acharnement que nous ne le ferions nous-mêmes, ce qui ne manque pas de présenter une certaine utilité. Mais dans l'ensemble, ceux qui l'écoutent savent pour qui et dans quel but il parle ainsi et cela ne va pas plus loin.

Mais là où Henriot écrase sa propre propagande, c'est lorsqu'il prouve nos imperfections, sans prouver en même temps que lui et tout son monde ne sont pas des monstres. Or c'est tout le contraire qui se produit. Pendant qu'il ironise la lenteur avec laquelle les Anglo-Américains viennent nous libérer, les Français qui l'écoutent savent que ses alliés à lui - les "boches" - déportent et fusillent des Français et pillent et brûlent la terre de France. Quand il tonitruent contre un raid allié "assassin", tous les Français qui l'écoutent ont dans l'âme le souvenir des millions de Français tués pour les copains de Philippe Henriot, depuis 1870, 1914 et 1940. Lorsque Henriot se déploie avec talent pour démontrer que la

Résistance ne représente pas la France, chacun de ceux qui l'écourent a déjà souvent rougi de savoir que des Français, formés et adoptés par lui, se battent pour l'ennemi, dans les rangs de l'ennemi et sous le tricolore de l'ennemi. Et enfin, lorsque Philippe Henriot reproche n'importe quoi à n'importe qui, on sait en même temps qu'il est le patron spirituel de toutes les bandes de tueurs et de sadiques sanguinaires qui sévissent dans le Pays et que sa propre maison familiale exhale l'odeur du sang.

Alors on ferme le poste et on dit : "ce salaud a du talent".

Et c'est tout. Philippe Henriot ne porte pas.

LES ÉDITORIAUX DE PHILIPPE HENRIOT.

Partisan déclaré de la collaboration, milicien, souhaitant explicitement, comme Pierre Laval, la victoire de l'Allemagne, Secrétaire d'État à l'Information et à la Propagande du gouvernement de Vichy à partir du 1^{er} janvier 1944, Philippe Henriot prononce depuis cette date à la radio des éditoriaux biquotidiens, qui bénéficient d'une forte audience, captivant de nombreux auditeurs. Le SSS se devait d'estimer l'influence que cet orateur hors pair exerçait sur les Français sous l'occupation allemande.

L'historien Pascal Ory (1976 : 81-83, *passim*) résume ainsi la carrière politique de Philippe Henriot, "pur produit des milieux catholiques de droite les plus classiques" :

Né dans une famille d'officiers, professeur de l'enseignement libre, il milite vers 1925 dans le Bordelais aux côtés de l'abbé Bergey, député conservateur et éloquent. Converti à la viticulture, il succède lui-même à l'abbé en 1932 et devient à son tour l'un des orateurs les plus en vue tout à la fois de la Fédération nationale catholique et de la droite classique au Parlement, autoritaire, patriote, germanophobe. Sans doute sa virulence antisémite et antirépublicaine surprend-elle parfois, mais elle peut passer pour excès de tribune, intempérance de plume coutumière à un collaborateur attitré de *Gringoire*. Ses choix de bonne tradition réactionnaire, ses sorties violentes toutes empreintes de la marque de Bainville à l'adresse de cette "Allemagne qui forgera Hitler [et] ne doit pas survivre à Hitler" [*Gringoire*, 7 septembre 1939] semblent le destiner à un vichysme résolu, mais nullement à la collaboration de principe.

À l'origine, c'est effectivement Vichy qui l'accueille, comme propagandiste officiel de la révolution nationale. Jusqu'à la fin de 1943, son temps va se partager entre les bureaux de la Propaganda, d'incessantes tournées de conférences et, déjà, à compter de février 1942, des causeries régulières à Radio-Vichy. Comme chez beaucoup d'autres, c'est le 22 juin 1941 qui paraît avoir déterminé la radicalisation décisive de son engagement, aidé par une incontestable auto-intoxication de professionnel du verbe. L'antibolchevik viscéral est conquis, le chrétien tient sa croisade. Il met son éloquence au service des comités locaux du groupe Collaboration, adhère solennellement à la Milice et parade à la tribune en chemise noire. Comme celui de Darnand, le nom d'Henriot est écrit tardivement sur les tablettes des ultras, mais tout, dans leurs biographies, les désigne pour les premiers rangs. Quand le premier entre au gouvernement, le second fait de même. Celui-là a le maintien de l'ordre policier, celui-ci la mise en condition idéologique. [...]

C'est le ministre lui-même qui va payer de sa personne, avec, à compter de janvier 1944, deux commentaires radiophoniques quotidiens sur des thèmes d'actualité. Pour les collaborationnistes aux abois, c'est un vrai miracle : "Avant Philippe Henriot, qu'avions-nous ? Il arrive et tout est changé" [*Je suis partout*, 25 février 1944]. Sa voix chaude aux accents pathétiques retient l'attention de l'auditeur, qu'il partage ou non les arguments qu'il véhicule, habilement axés sur le thème de la France champ de bataille de l'Europe malgré elle, par la faute des Anglo-Saxons, des juifs et des gaullistes, au grand bénéfice des Rouges. Poussant toujours plus loin la logique de ses démonstrations, il s'en va, en mars, enregistrer ses chroniques au sein des forces policières et militaires en lutte contre les maquis de Savoie ; à la veille du débarquement, sa voix vient d'Allemagne, où l'a conduit une dernière tournée. Le 28 du même mois de juin, il tombe sous les coups de la Résistance. L'Abteilung couvrira les murs d'affiches portant : "Il disait la vérité. Ils l'ont tué." Même après sa mort, son nom aura servi la propagande allemande.

La carrière de Philippe Henriot avant 1944.

Selon son biographe François-René Nans (1996)¹, Philippe Henriot est né à Reims, le 7 janvier 1889, dans une famille chrétienne et traditionaliste. Son père est un officier de carrière subalterne dans l'infanterie, ancien condisciple de Pétain à Saint-Cyr² ; son oncle, le futur directeur des champagnes Henriot. Ses études secondaires se déroulent au rythme des changements d'affectation de son père, d'abord à Versailles (Collège Saint-Jean de Béthune), puis à Cambrai (Institution Notre-Dame de Grâce). Après son baccalauréat (A-Philo) en juillet 1905, étudiant à l'Institut Catholique de Paris, il obtient une licence de lettres classiques à la Sorbonne en 1907. Après une année passée à Londres, il revient à Paris pour passer un diplôme d'études supérieures de lettres classiques en 1909.

À la rentrée de 1909, il obtient un poste de professeur de lettres à Sainte-Foy-la-Grande, au Collège catholique Charrier. Il épouse en 1914 la sœur d'un de ses élèves (Héliot) ; parallèlement à ses activités d'enseignement, il assure ensuite la gestion du domaine viticole de son beau-père (domaine de Château-Picon, à Eynesse). Ajourné au conseil de révision en raison d'une affection pulmonaire (tuberculose, entraînant l'ablation d'un poumon), Philippe Henriot ne sera pas mobilisé lors de la première guerre mondiale ; son frère André mourra au champ d'honneur.

La carrière politique de Philippe Henriot de 1924 à 1940.

Le 20 octobre 1924, Philippe Henriot devient directeur du journal *L'Action Catholique* (Bordeaux). La même année, il adhère à la Fédération Nationale Catholique (FNC), présidée par le général de Castelneau. À partir de janvier 1925, il cesse d'enseigner pour se consacrer à la politique. Il commence à écrire contre le Cartel des gauches dans *Le Quotidien* (Bordeaux). Il révèle ses talents d'orateur en remplaçant au pied levé l'abbé Bergey³, curé de Saint-Émilion, fondateur de l'Union Populaire Républicaine. Il fera dès lors de nombreuses conférences pour l'Action catholique.

Après deux galops d'essai, d'abord aux élections cantonales (à Pujols, où il est battu par le radical Steeg), puis aux législatives (à Libourne, où il se désiste au deuxième tour en faveur du colonel Picot, président des "Gueules cassées"), il amorce sa carrière politique en 1932. L'abbé Bergey ne souhaitant pas être candidat aux élections, en raison de la compromission de son frère dans un scandale immobilier, Philippe Henriot accepte de se présenter à sa succession ; le 8 mars 1932, il est élu député de la quatrième circonscription de la Gironde, battant d'une centaine de voix Max Bonnafous⁴. À la Chambre des Députés, il s'inscrit à la Fédération Républicaine de Louis Marin, dont il deviendra le vice-président. Il écrit alors dans *La Liberté du Sud-Ouest*, et collabore à divers journaux nationaux de droite : *Gringoire*, *Je suis partout*, *Candide*, *La Nation*. Jacques Delperrié de Bayac (1969 : 258) trace de lui ce portrait :

Dès cette époque [1932] il est antirépublicain, fasciste⁵, grand admirateur de Mussolini, plus tard de Franco. Fondamentalement, Philippe Henriot est un petit-bourgeois de province rétrograde qui rêve d'un âge d'or radicalement inaccessible : la France de jadis, patriarcale, chrétienne, obéissante, sans communistes, sans socialistes, sans francs-maçons, sans capitalistes aussi de préférence, sans industries,

¹ Bien qu'une part importante des informations sur la vie de Philippe Henriot soit tirée de Nans (1996), le caractère hagiographique de cet ouvrage incite à les compléter à partir d'autres sources moins complaisantes.

² Selon Maurice Martin du Gard (1948 : 432).

³ Sous l'occupation, l'abbé Bergey dirigera le journal collaborationniste *Soutanes de France* (W. D. Halls, *in* Hirschfeld *et al.* 1989 : 79).

⁴ En avril 1942, Max Bonnafous (1900-1975) sera nommé ministre du Ravitaillement dans le gouvernement Laval.

⁵ L'étiquette de "fasciste", qui lui a souvent été attribuée, est contestée par Stanley Hoffman (1968 : 290) et Julian Jackson (2001 : 621), qui le dépeignent plutôt comme "un notable catholique conservateur", ou un catholique fanatique "collaborationniste inconditionnel", mais pas un fasciste.

sans ouvriers : un jardin dont l'entrée est farouchement défendue, où de saints prêtres bénissent d'honnêtes mariages, où des fils d'officier s'unissent à des filles de notaire, sans cri, sans trouble-fête, pour que le monde tourne rond.

Le député Henriot prend une part très active aux débats à la Chambre : ses interventions au moment de l'affaire Stavisky et ses attaques contre André Marty¹ ont marqué les esprits. Lors des débats sur l'affaire Stavisky (janvier 1934), il s'en prend vivement au ministre des colonies Dalimier et au procureur Pressard, puis au Ministre de l'Instruction publique Anatole de Monzie et au Président du Conseil Camille Chautemps ; la gauche riposte en l'accusant de compromission dans le scandale de l'Aéropostale (Chavardès 1970 : 36, 39-40). François Goguel esquisse, à cette occasion, le portrait de "Philippe Henriot, député de Bordeaux, orateur bien doué, mais exalté et sans jugement, qui paraît avoir été hypnotisé par le désir de jouer le personnage de Jules Delahaye², l'accusateur des "chéquards" de Panama, tel qu'il avait été immortalisé par Barrès dans *Leurs Figures*" (Goguel 1958, II : 282). Ultérieurement, en pleine assemblée, lors d'un débat mouvementé en 1937, Henriot reçoit sans répliquer une gifle du député communiste Arthur Ramette (selon Fernand Grenier, cité par Crémieux *et al.* 1975-1976, III : 145).

Parallèlement à ses activités parlementaires, il crée et anime plusieurs journaux dans la mouvance de la FRC (dont *Jeunesse 34* et *France d'abord*), tout en écrivant régulièrement dans *Gringoire*. Jusqu'à la guerre, Philippe Henriot est anti-hitlérien³ (parce que germanophobe, comme l'était son père, officier d'active), et, s'il est effectivement antisémite, il épargne les Juifs anciens combattants (il deviendra totalement antisémite quelques années plus tard, comme l'attesteront ses allocutions).

Robert Aron et Yvette Garnier-Rizet (Aron *et al.* 1959-1974, VI : 116-123 *passim*) dressent du Philippe Henriot d'avant la guerre le portrait suivant :

Il y avait en effet, chez Henriot, quelque chose d'un enchanteur, au sens littéral du mot. Il en possédait le charme, étymologiquement parlant. Ressentant sous doute la fébrilité intérieure, qui caractérise souvent les personnes menacées physiquement par une incurable lésion, cet homme grand et mince, pas très beau, large d'épaules mais la poitrine assez creuse, avait été réformé pendant la guerre de 14 pour une affection pulmonaire : il n'avait plus qu'un poumon, qui manifestement ne suffisait pas à assurer le service ni d'une charpente osseuse aussi vaste, ni d'un tempérament aussi ardent. [...]

C'était un animal oratoire extraordinaire, qui bénéficiait du registre le plus étendu dont, de son temps, nul orateur ait disposé. Cela allait du tac au tac, de l'échange de répliques instantanées faisant mouche, jusqu'à l'invective oratoire, qui se développe ardemment et longuement pour emporter l'adhésion et imposer ses certitudes. [...]

C'était avant guerre un homme de droite, partisan de l'Union Nationale, patriote et quelque peu cocardier, qui, sans être monarchiste, subit l'influence de l'Action Française et qui, sans y adhérer, sympathise avec les Jeunesses Patriotes et les Croix de Feu. Teinté, à la suite de Charles Maurras, d'antisémitisme et d'anti-maçonnisme, il sait pourtant nuancer ses sentiments quand il s'agit d'hommes qu'il apprécie. Il n'a aucune haine pour Léon Blum et ressent de l'amitié pour Georges Mandel.

En 1940, il est très affecté par la disparition de son fils aîné, Jacques, sergent-chef de l'armée de l'air, mort accidentellement lors d'une mission le 17 juin 1940. En juillet 1940, il "répond à l'appel d'Horace de Carbuccia et retrouve les colonnes de *Gringoire*, replié à Marseille. Il salue dans l'entrevue de Montoire entre Hitler, Pétain et Laval la promesse d'un adoucissement des souffrances des Français. Il préfère aux espoirs d'avenir les procès de ses adversaires politiques et il dénonce dans les parlementaires de gauche et les francs-maçons les responsables du désastre" (Cointet *et al.*, 2000 : 371). Sa carrière de propagandiste à la radio commencera en 1942.

¹ Voir par exemple Amouroux (1999, I : 34-35).

² Député boulangiste auteur, en novembre 1892, d'une interpellation à la Chambre des députés sur le scandale de Panama.

³ Le 18 janvier 1940, il écrit dans *Gringoire* : "quiconque est stalinien est hitlérien" (Amouroux 1999, I : 173).

Henriot propagandiste de la Révolution Nationale ; ses débuts à la radio.

"En juin 1940, [Philippe Henriot] se rallie à Pétain, il devient l'un des hérauts de la Révolution Nationale aux côtés de Paul Creyssel, directeur de la Propagande" (Delperrié 1969 : 258-259). Il est ainsi amené à donner de nombreuses conférences, et à écrire régulièrement dans les journaux de la collaboration *Gringoire* et *Je suis partout*. Au début de l'année 1941, "du cabinet du Chef de l'État dépend encore un véritable "service des conférenciers" qui recrute des orateurs pour assurer par le discours la propagande personnelle du Maréchal Pétain, définit et organise les tournées qu'ils font en France métropolitaine et dans l'Empire". Philippe Henriot et Jean Hérold-Paquais font partie de ces propagandistes (Amaury 1969 : 122).

Le samedi 7 février 1942¹, Philippe Henriot prononce sa première allocution à la Radiodiffusion Nationale (Radio-Vichy) : il y prend à partie le colonel Briton, qui est intervenu à la BBC, accusant "ce colonel de pacotille" de dire à ses possibles recrues : "Tirez, assassinez, abattez sans scrupule quiconque suit les hommes de Vichy. Au besoin commencez par les hommes du gouvernement : ça presse"... (Nans 1996 : 243). À dater de ce jour, il parlera chaque dimanche² à la radio de Vichy, jusqu'au 20 décembre 1943, date à laquelle il commence sa série de causeries radiophoniques biquotidiennes, à la demande de Pierre Laval, comme éditorialiste dans le "Radio-Journal de France" (Nans 1996 : 302 ; Azéma 1990 : 97).

"Dès lors Henriot, par la magie de sa parole, devient une force à laquelle certains veulent donner libre cours, d'autres mettre des entraves". Le Secrétaire général à la Propagande, Paul Creyssel, "qui évalue tout le danger des discours de Henriot, qui s'efforce, pendant l'année 1943, de limiter le nombre de ceux qui sont radiodiffusés, qui soutient, dans ses conférences aux délégués à la propagande, la nécessité de maintenir distinctes les activités de Henriot et celles des services de propagande de l'État pour conserver toute leur efficacité aux unes aussi bien qu'aux autres. Adroit sophisme qui, entre autres raisons, vaudra à son auteur d'être menacé d'arrestation par les Allemands. Ceux-ci veulent que Philippe Henriot puisse disposer librement de la radio" (Amaury 1969 : 280).

Le 13 décembre 1942, Pierre Laval déclare lors d'une conférence de presse : "C'est une guerre de religion que celle-ci. La victoire de l'Allemagne empêchera notre civilisation de sombrer dans le communisme. La victoire des Américains serait le triomphe des juifs et du communisme" (cité dans Journal 2001 : 2128). Le lendemain, Pierre Limagne note dans son journal : "À toutes les émissions de la radio française, on nous sert un récit fait par Philippe Henriot de la conférence de presse de Laval : un des plus beaux exemples de flagornerie qui se puisse imaginer. Il est d'ailleurs curieux de voir Henriot devenir la vedette à la radio alors que Marion³ a été écarté à cause des conférences radiodiffusées de cet individu" (Limagne 1947 : 939). Mais le contenu de certaines de ses allocutions

¹ D'après son biographe, François-René Nans (1996 : 243, 300), et François Brigneau (1992 : 33). Selon Michèle Cointet, "appelé par Pierre-Étienne Flandin, [Philippe Henriot] pénètre à la radio nationale en février 1941. Son émission devient hebdomadaire début 1942" (Cointet *et al.* 2000 : 372). Flandin ayant quitté le gouvernement le 8 février 1941, il ne peut s'agir d'une faute de frappe. Il est donc possible qu'Henriot ait eu l'occasion de participer à quelques émissions au cours de l'année 1941.

² Ayant décliné l'offre que lui faisaient les Allemands de partir comme correspondant de guerre sur le front de l'Est, il a, sur intervention de Du Moulin de Labarthète, effectué une mission en Afrique Occidentale Française en mars 1942 (Du Moulin 1946 : 325-326 ; Brigneau 1992 : 33) ; il est possible qu'il ait, à cette occasion, interrompu ses interventions à la radio. Par ailleurs, il est arrivé (rarement) qu'il prenne la parole plus d'une fois par semaine ; ainsi, au cours de l'année 1943, il intervient le mardi 18 mai (éditorial intitulé "Et s'ils débarquaient ?") et le lundi 13 septembre, pour célébrer la spectaculaire libération de Mussolini par Skorzeny (Henriot 1944 : 123, 247).

³ Paul Marion (1899-1954) est alors secrétaire général à l'Information et à la Propagande.

ne recueille pas toujours l'approbation du maréchal Pétain¹ ; et son attaque contre les généraux et amiraux en décembre 1942 l'empêche d'être nommé directeur de la Radiodiffusion nationale (Nicolle 1947, II : 69, 82).

Le 30 janvier 1943 avait été promulguée la loi n° 63 créant la Milice Française, "association de Français résolus à prendre une part active au redressement politique, social, économique, intellectuel et moral de la France" ; cette association était "composée de volontaires moralement prêts et physiquement aptes, non seulement à soutenir l'État nouveau par leur action, mais aussi à concourir au maintien de l'ordre intérieur" (articles 1 et 2 des statuts)². Dès mars 1943, Philippe Henriot adhère à la Milice (il est "milicien d'honneur"), et pousse ses amis à y adhérer. Il n'hésite pas à porter l'uniforme de la Milice à certaines occasions³, et écrit régulièrement dans *Combats*, le journal de cette organisation, créé en mai 1943. "Le Maréchal Pétain et Creyssel notamment s'efforcent d'obtenir à cette époque que les interventions de Philippe Henriot, dont la propagande leur paraît susceptible d'avoir des effets redoutables, ne se fassent pas sous l'égide de l'appareil de l'État et ne reçoivent pas l'aide des moyens de diffusion de ce dernier" (Amaury 1969 : 263).

À la fin de l'année 1943, le rôle politique de Philippe Henriot devient de tout premier plan. Le samedi 4 décembre, Otto Abetz a présenté au maréchal Pétain une longue lettre de Ribbentrop "écrite au nom et par ordre du Führer" (Nans 1996, 299-300), dans laquelle il réproouve vivement l'intention de Pétain de remanier la Constitution dans un sens moins autoritaire, lui laisse entendre qu'il n'est pas indispensable, et demande (entre autres exigences) que Laval remanie sans délai le cabinet français "dans un sens acceptable pour le gouvernement allemand et garantissant la collaboration" (Amouroux 1999, IV : 31). Laval ayant demandé à Abetz quels hommes selon lui garantiraient le mieux la collaboration franco-allemande, celui-ci propose trois noms : Marcel Déat, Joseph Darnand, et Philippe Henriot (Nans 1996 : 300 ; Amouroux 1999, IV : 40). Le 7 décembre 1943, Paul Creyssel décide "de confier à Philippe Henriot le soin de réfuter à la radio les arguments de la propagande étrangère" (Nicolle 1947, II : 309).

En effet, les positions politiques de Philippe Henriot se sont sensiblement radicalisées à partir de l'entrée en guerre de l'Allemagne contre l'Union Soviétique, le 22 juin 1941 (Aron *et al.* 1959-1974, VI : 123-124) :

Devenu très anti-parlementaire, très anti-Troisième République, il n'en conserve pas moins, lorsque la guerre éclate, une attitude impeccable en soutien du Gouvernement français : il va jusqu'à manifester en faveur de Daladier.

Après l'armistice, reprenant en zone Sud sa collaboration à *Gringoire*, il commence par éviter tout ce qui, de près ou de loin, pourrait sembler favorable à l'occupant : pas un mot, jusqu'en juillet 1941, qui soit pour la collaboration. Il est et restera toujours désintéressé. Mais après l'entrée en guerre de Hitler contre la Russie, tout change. Dans sa phobie du bolchevisme, il devient alors pro-allemand, persuadé désormais que le Reich défend la civilisation chrétienne contre l'athéisme soviétique. Il en vient alors comme Laval, et pour les mêmes raisons, à souhaiter la victoire allemande. Dès lors, sa voix grave et métallique multipliera les appels en faveur de ce qu'il n'est pas loin de considérer comme une croisade : son anti-sémitisme deviendra raciste, à la mode hitlérienne, et son anti-maçonnisme deviendra totalitaire.

¹ Les réticences de Pétain à l'égard de Philippe Henriot se manifesteront à plusieurs reprises. Ainsi, le Maréchal refusera de présider une conférence d'Henriot le 27 septembre 1943 (Nicolle 1947, II : 256), et de signer sa nomination au Secrétariat à l'information. Au moment où le Colonel de la Rocque publie son article "Vive l'Armée" qui le fera arrêter et déporter par l'occupant, Henriot prononce un discours radiodiffusé qui fait dire au Maréchal Pétain : "Il a insulté l'Armée" (Amaury 1969 : 280). Cela n'empêchera pas le Maréchal de déclarer à la radio en avril 1944 : "Écoutez bien Henriot, il a toute ma confiance" (cité par Kaspi *et al.* 1995 : 10).

² Voir *Cahier* n° 2.

³ Voir par exemple les photos publiées par Henri Amouroux (1999, IV : 570) ; Michèle Cotta (1964 : 279) ; Hélène Eck (1985 : 121) ; Alain Guérin (1972-1976, V : 115, photo 147) ; Henri Noguères (1967-1981, IV : 113) ; Pascal Ory (1977 : 128-129, photo 5) ; Michel Wlassikoff et Philippe Delangle (2002 : 109, photo 250).

L'anti-sémitisme du Henriot d'avant juin 1941 avait été relativement modéré. Selon Jean Pierre-Bloch, ancien député de l'Aisne, qui l'a côtoyé (et combattu) à la Chambre des députés, il prétendait limiter les rigueurs de l'antisémitisme d'État à "ceux qui n'ont pas servi la France" (Amouroux 1999, IV : 48). Pierre-Bloch rapporte une lettre adressée par Henriot en 1940 à l'un de ses amis juif ancien combattant, qui s'inquiétait du statut des Juifs que préparait le gouvernement de Vichy. Dans cette lettre (citée par Amouroux 1999, III : 141), Henriot écrivait :

J'ai l'impression que vous vous alarmez à tort. Quand nous parlons juifs, il n'est pas un instant question, dans notre esprit, de Français comme vous. Je crois savoir que, dans le statut en préparation, il est formellement spécifié que les gens qui sont Français depuis tant de générations, Français par les engagements, les citations, les décorations, les services rendus - autres bien entendu que les services d'argent, qui ne sont souvent qu'un alibi - demeurent Français indiscutés.

Vous savez bien que nous ne pensons qu'aux juifs, et non aux Français de religion israélite. Si nos campagnes contre ces gens vous émeuvent, c'est à tort.

Mais l'évolution ultérieure de Philippe Henriot vers un racisme radical ne se traduira pas seulement par des invectives antisémites lors de ses conférences et ses allocutions radiodiffusées. Ainsi, alors que, depuis juillet 1942, les grandes rafles ont commencé, Henriot adresse, le 24 septembre 1942, au Commissaire Général aux Questions Juives, Louis Darquier (dit Darquier de Pellepoix), une lettre de dénonciation ainsi libellée (AN 38AJ/19) :

Eynesse (Gironde), le 24 septembre 1942.

Cher Monsieur,

Je n'ai pas encore eu l'occasion de vous revoir depuis que vous avez assumé vos nouvelles fonctions. Je renoue avec vous en extrayant d'un courrier que vous devinez volumineux trois lettres qui me paraissent assez précises pour vous permettre une enquête aisée et rapide, si vous le jugez opportun. L'une n'est pas signée, mais une minute suffit à contrôler le renseignement qu'elle prétend donner.

Veuillez croire, cher Monsieur, à mes sentiments les meilleurs.

Philippe Henriot

La réponse, datée du 29 septembre, le remercie des trois communications jointes à la lettre, et ajoute : "celles-ci ont été aussitôt transmises à mes services et j'espère que des résultats satisfaisants pourront être obtenus grâce à vos correspondants"...

1944 : Le Secrétaire d'État à l'Information et la Propagande.

Le dimanche 19 décembre 1943, lors d'un meeting au Vélodrome d'Hiver rassemblant les principaux mouvements collaborationnistes, Philippe Henriot prend la parole au nom de la Milice, aux côtés de Joseph Darnand ; c'est le lendemain 20 décembre que ses interventions à la radio deviennent biquotidiennes. Un télégramme allemand, en date du 21 décembre, précise que Henriot est prévu pour remplacer le Secrétaire général à la Propagande (Paul Creyssel), et que Marion demeure Secrétaire d'État à l'Information ; en fait, Marion devra démissionner, et Philippe Henriot lui succèdera au Secrétariat d'État à l'Information et à la Propagande (Amaury 1969 : 274). "Les Allemands, inquiets et volcaniques, n'ont pas plus confiance en Pétain qu'en Laval. Ils font donner à fond contre Vichy la presse parisienne. Ils veulent des garanties, autre chose que d'éventuelles déclarations au micro contre le bolchevisme. Ils veulent des hommes à eux. Déat faisant de la surenchère, ils imposent Darnand et Henriot, en attendant mieux. - Henriot a injurié l'armée, a répondu le Maréchal à Abetz, Déat m'a injurié personnellement et fait campagne contre Vichy" (Martin du Gard 1948 : 418). Le 30 décembre,

la radio annonce la nomination de Philippe Henriot. Le maréchal Pétain ayant refusé de le signer ¹, le décret de nomination sera publié, le 6 janvier 1944, signé du seul Pierre Laval (Amouroux 1999, IV : 43).

La prise en main des services de l'Information par la Milice.

Pour certains historiens, la nomination de Joseph Darnand et Philippe Henriot au gouvernement signe l'avènement d'un "État milicien" ². Car cette prise du pouvoir par la Milice s'accompagne, sous la pression des Allemands, d'une véritable épuration : les soutiens de Laval, les partisans de Pétain, sont écartés (certains sont arrêtés, voire déportés) ; l'administration est profondément remaniée, avec la nomination de préfets et de policiers issus de la Milice (Kupferman 1987 : 433-434). Pour l'ambassadeur de Suisse en France Walter Stucki, "deux des pires collaborationnistes entrèrent dans le gouvernement : Darnand comme secrétaire général au Maintien de l'ordre, avec un droit de disposition illimité sur toutes les forces de police et sur la milice qu'il avait créée ; Henriot comme secrétaire d'État à l'Information et à la Propagande. Tous deux ont causé un tort immense à la France et au prestige du Chef de l'État ; tous deux devaient bien vite tomber victimes de leur destin" (Stucki 1947 : 15).

"La nomination de Henriot comme Secrétaire d'État à l'Information et à la Propagande en janvier 1944 ouvre une période d'intolérance particulièrement violente. Il s'agit d'épurer les services, de les soumettre à la Milice, d'étendre l'influence de celle-ci aux secteurs du département ministériel de la propagande que le chef du gouvernement n'a pas placé sous l'autorité de son secrétaire d'État. Laval se trouve lui-même dépassé devant les appétits de la Milice et de l'entourage de Henriot, qui n'hésitent pas à demander aux services allemands leur intervention". Dès sa nomination, Philippe Henriot s'efforce de concentrer entre ses mains tous les pouvoirs : au Secrétariat Général à la Propagande, et à la Radiodiffusion, dont il obtient le plein usage (la loi n° 69 du 5 février 1944 stipule que le Secrétaire d'État à l'Information et à la Propagande "est de droit président du conseil de la Radiodiffusion"). Il consacre l'essentiel de ses activités à la propagande radiophonique, au point de laisser à de jeunes miliciens sans expérience le travail d'épuration et de réorganisation des services (Amaury 1969 : 288-290, 295).

Dès la mi-janvier, Pierre Nicolle note dans son journal (1947 : 338, 340, 347, 349) que "le cabinet du secrétaire général à l'Information est constitué surtout par de très jeunes gens dont l'expérience est mince, ils ont été choisis parmi des miliciens" (13 janvier) ; "on craint toujours le manque d'expérience des jeunes gens de Philippe Henriot" (17 janvier) ; "les services de la Propagande et de l'Information sont en plein désarroi devant l'absence prolongée du nouveau ministre et l'attitude un peu surprenante des jeunes gens qui occupent des fonctions au cabinet de Philippe Henriot" (27 janvier) ; "les services de l'Information et de la Propagande sont en proie à une crise de profond désordre. L'entourage direct de Ph. Henriot s'avère complètement insuffisant quant à ses connaissances administratives. Il y a déjà des heurts avec la Radio et la Propagande" (29 janvier).

Apparemment, la situation ne s'améliore guère au cours des mois suivants. Toujours selon Pierre Nicolle (1947 : 364, 367-368, 403, 412), "les services de la Radio et de la Propagande sont toujours en proie à une certaine agitation. À la Radio surtout, le nouveau directeur, Taddei, poursuit avec passion ce qu'il croit être de l'épuration. La machine tourne mal" (20 février). "L'effervescence continue à se manifester au ministère de l'Information et de la Propagande. Le nouveau délégué à la radio, Taddei,

¹ Pétain refuse de signer les nominations de Déat et de Henriot, mais il signe celle de Darnand, car "c'est un soldat" (Amaury 1969 : 276).

² L'expression est utilisée par (entre autres) Pascal Ory (1976 : 273), Pierre Giolitto (1997 : 229), Virginie Sansico (2003 : 35). Giolitto signale, en outre, que, "sans propagande, l'État milicien n'aurait aucune réalité. Celle-ci est à la base de son pouvoir, en même temps qu'elle conditionne l'efficacité de son action. C'est sur elle qu'il compte pour se développer, se renforcer, et finalement s'imposer" (*ibid.*).

joue au dictateur et supprime souvent à tort et à travers des chefs de service, sans pouvoir à leur remplacement par des hommes compétents. C'est la politique partisane qui domine. Il est à nouveau question de l'arrivée à la Propagande sous l'autorité de Henriot, de Guilbaud membre de la L.V.F. Mais le ministre de l'Information, malgré ses bons rapports avec la Milice, n'entend pas se laisser imposer le nouveau candidat au poste laissé vacant par Creyssel. Henriot aurait compris qu'il risquait d'introduire son propre successeur dans son ministère" (24 février). "À noter les oppositions qui s'affirment entre les services. Le secrétariat à l'Information avec Bonnefoy¹ est en butte à de grosses difficultés. Des ambitions se font jour dans l'entourage d'Henriot, on voudrait avoir les places, toutes les places, aussi bien à la presse qu'au cinéma. La présidence du Comité d'Organisation de l'industrie cinématographique ferait l'objet des convoitises d'un jeune milicien. Cette tendance s'affirme de plus en plus dans les milieux Milice. Elle est pour le moins inquiétante" (13 avril). En l'absence de Laval (qui se trouve alors à Paris), on intrigue de plus en plus : "Le cabinet Henriot livre un combat acharné pour obtenir la place de Bonnefoy, le secrétaire général à l'Information. On ne se cache plus, les places sont toutes convoitées pour mettre des amis miliciens" (29 avril).

Malgré toutes ces intrigues au sein de ses services, Philippe Henriot tient l'opinion publique en haleine. Il réussit le tour de force de prononcer chaque jour deux allocutions différentes², commentant l'actualité, et répondant aux émissions de la France Combattante. Certaines de ces allocutions sont rediffusées, mais le nombre moyen d'émissions originales par jour³ est de 1,5. S'y ajoutent les conférences et discours prononcés lors d'occasions particulières, ou devant des auditoires spécifiques. Aussi, son influence est-elle considérable⁴. "Qui ne se souvient des allocutions de Philippe Henriot ? Deux fois par jour pendant six mois, jusqu'au 28 juin 1944, cet orateur doué et passionné a exhorté les Français à la soumission à Vichy, à la collaboration avec l'ennemi, à la lutte contre d'autres Français. Habile, il savait pincer les cordes sensibles. Sincère comme le sont les partisans, il a beaucoup menti. Rival de Jean Hérold Paquis, il était plus adroit. Il était fasciste de longue date : il est mort convaincu que l'Allemagne gagnerait la guerre : tout est venu de cela" (Delperrié 1969 : 258).

Un ton nouveau à la radio, et un orateur hors pair.

Jusque là, la propagande de Vichy, centrée sur la personne du Maréchal, "le vainqueur de Verdun", paraissait avoir de moins en moins de prise sur les Français, confrontés à l'aggravation de leurs conditions d'existence. "La prise en main de l'Information par le milicien Philippe Henriot marque une radicalisation du régime et de la propagande qui prendra fin avec la dissolution du gouvernement de Vichy durant l'été 1944" (Lantenois 1990 : 117). Selon Paul Creyssel, délégué à la Propagande de Vichy, Pierre Laval, "comme tous les hommes politiques de son âge", sous-estimait l'influence de la radio et ne s'intéressait qu'à la presse écrite (cité par Peschanski 1990 : 71). Henriot, lui, avait compris toute l'importance de la radio dans cette guerre totale : il s'agissait "de gagner, à défaut de l'autre, la guerre des ondes qui, elle aussi, nous fait tant de mal" (cité par Peschanski 1990 : 74).

¹ Bonnefoy, "le secrétaire général à l'Information en titre, en titre seulement depuis qu'Henriot, dans le bureau voisin, se croit le maître du monde parce qu'il parle au micro plusieurs fois par jour" (Martin du Gard 1948 : 473).

² La première est diffusée à 12 heures 40 et 13 heures 40, sur dix longueurs d'ondes ; la seconde, à 19 heures 40 et 21 heures 40, sur sept longueurs d'ondes (Henriot 1944c : page 2 de couverture).

³ Le nombre des éditoriaux prononcés à la radio entre le 7 février et le 30 mai 1944 (Henriot 1944c) se monte à 186, pour 125 jours d'émission (samedis et dimanches compris).

⁴ Dans l'enquête du S.S.S., 6 % seulement des personnes interrogées déclarent ne pas l'écouter. Dans une enquête postale réalisée pendant l'hiver 1973-1974, auprès de 1 620 personnes âgées de 50 à 75 ans (taux de retour = 15,7 %), 66,5 % ont déclaré avoir écouté Henriot, dont 4,5 % chaque jour, et 12 % deux à trois fois par semaine (Crémieux *et al.* 1976 : 7).

Alfred Fabre-Luce retrace ainsi, dans son journal, la carrière radiophonique de Philippe Henriot (Fabre-Luce 1946 : 554-556) :

Philippe Henriot, orateur né, reçoit le libre usage de la radio, cet instrument magique dont nul en France ne s'est encore vraiment servi. Chaque jour, il est d'abord un solitaire qui tape sur sa machine à écrire, avec deux ou trois doigts ; puis un autre solitaire qui parle devant un appareil enregistreur. C'est fini, il peut sortir, penser à autre chose : la vie de sa parole commence. À quatre reprises, pendant les heures suivantes, les Français vont être pris aux entrailles.

Dans l'âge mûr, ce tribun a gardé l'apparence d'un adolescent qui a poussé trop vite et montre la vitalité fiévreuse des poitrinaires. Dans son visage allongé, légèrement marqué de dégénérescence, les coins de la bouche s'abaissent facilement et les grandes oreilles sont celles du lâche qu'il pourrait être. Livide, brûlé par la flamme qu'il répand, il surmonte ses dépressions nerveuses, les transmue en pathétique. Avec lui, l'audition de la radio est aussi chaleureuse qu'une réunion publique. Cette voix précipitée et fougueuse (ou bien lente avec une tristesse nuancée d'ironie) obtient une adhésion physique qui précède et détermine l'adhésion de l'esprit.

Henriot est précis dans ses références, d'autant plus précis qu'il sera plus tendancieux dans son commentaire. Il cite volontiers l'adversaire. Le discours d'Alger ou l'article de Londres, qu'on se récitait de bouche à oreille, perd sa vertu quand il le lit publiquement. En 1942, il s'épuisait à combattre un mythe invulnérable. Maintenant, devant ce nouveau Front populaire qui s'est formé à Alger, il reprend ses avantages d'opposant. [...]

Il sert une cause perdue, il se condamne à l'exil ou à l'assassinat. Mais s'il tournait casaque, on ne lui rendrait pas, plus tard, le micro. On lui demanderait compte, non seulement de son collaborationnisme obstiné, mais de son approbation de l'armistice, de son opposition au bellicisme, au Front populaire, à la décadence de la Nation. Puisqu'on ne lui permettra pas d'avoir eu raison, autant avoir tort jusqu'au bout. Ce n'est pas un suicide ; c'est toute une vie vécue en quelques mois, dans l'ivresse de son art.

De son côté, Emmanuel Allot évoque en ces termes l'influence et le contenu des éditoriaux de Philippe Henriot (Brigneau 1992 : 8) :

Ceux qui n'ont pas connu ces jours d'angoisse et de sang, mais aussi de foi et de sacrifice, auront du mal à imaginer l'audience de Philippe Henriot. Tous les jours, aux heures de ses interventions (12 h. 40 et 19 h. 40) les rues se vidaient. Des trottoirs, d'une maison à l'autre, on pouvait suivre son propos qui n'était jamais un discours. Son timbre était grave et chaud. On y entendait l'émotion sans qu'il eût besoin de l'y mettre. Sa voix montait dans la colère, et l'indignation la pressait, si bien qu'elle devenait parfois haletante.

Avec des mots familiers, des mots de tous les jours et de tout le monde, Philippe Henriot exaltait la fidélité au vieux chef, la solidarité, l'effort, les devoirs, et le premier de tous, le devoir d'espérance. Il dénonçait l'imposture et polémiquait avec les imposteurs qui, depuis Londres, appelaient des Français à tuer des Français.

Quant aux qualités d'orateur de Philippe Henriot, Henri Amouroux les dépeint ainsi (1999, IV : 48) :

Il a la voix grave, colorée, pleine ; il sait en jouer sans que transparaisse le jeu. Faisant alterner émotion, sarcasme, indignation ; mettant parfaitement en valeur tous les mots, psychologiquement et pratiquement utiles, d'un texte dont la "belle écriture" n'est jamais absente, même s'il a toujours été rédigé en quelques minutes sur un coin de table ; toujours capable d'un bon début et d'une éloquente fin, Philippe Henriot "accroche" ceux-là mêmes qui le détestent et, l'émission terminée, se repentent d'avoir, ne fût-ce qu'un instant, été dupes.

Plus complet, le portrait sans complaisance que trace de lui Maurice Martin du Gard (1948 : 432-433) évoque le contraste entre le génie oratoire de Henriot et son peu de sens politique, voire sa propension à "gaffer" :

Une voix étonnante, grave, pleine, soignée, conduite avec un art extraordinaire, qui s'enfle et ricane dans des accès de suffisance petit-bourgeois, un vrai talent littéraire auquel a manqué Paris, et une

propriété de termes qui sent son latiniste, une mauvaise foi qui frise l'innocence, le courage de l'inconscience, le cœur simple d'un soldat de Dieu, voilà Philippe Henriot que j'ai aperçu tout à l'heure dans le fond de sa voiture, en uniforme de milicien. D'ordinaire, il va à pied, entouré de ses séides, la tête nue, l'air inquiet et mauvais, et l'on ne voit que ses grandes oreilles. Au cinéma, l'autre soir, il eut un gros succès de rire et d'effroi, comme il parlait à Lille : le projecteur sans discrétion nous présentait sa bouche tordue par l'éloquence où les dents écartées et noires de l'arthritique faisaient de terribles trous, et ses mains de cour d'assises, les mains de son neveu sans doute, qui est au bain pour avoir assassiné dans la lande perdue, près de Lorient, une femme à demi demeurée. Sa tête appelle la reproduction dans un manuel de pathologie mentale. C'est peut-être qu'il a du génie. [...]

Le Maréchal n'a pas digéré la diatribe qu'Henriot lança en novembre 1942 contre l'armée française ; il lui semble scandaleux qu'Henriot ait un fils dans les S.S. ; il trouve que, pour un orateur de la Fédération catholique, présidée par le général de Castelnau, pour l'ancien propagandiste chrétien, railler l'épiscopat publiquement n'est pas non plus très beau. [...]

Mais ce n'est pas un politique. Il gaffe avec une sorte de génie. Quand il attaqua Chautemps sur son chef de cabinet qui était l'ami de Stavitsky, il avait pu convaincre toute la Chambre, mais l'instant d'après il accusait Chautemps d'avoir assassiné le conseiller Prince dont le suicide alors ne faisait plus de doute ! [...] Il attaque la Suisse, et l'on dirait qu'il a pour cela des raisons personnelles. Le Ministre de Suisse ne cache pas que si Henriot demande asile à son pays, on examinera sa requête sans bienveillance.

Mais c'est un fait : Henriot est écouté par tout le monde, adversaires ou convaincus. Des familles décalent leurs heures de repas pour ne pas le manquer. Il n'y a plus personne dans la rue à l'heure où il parle. Cette faveur indique à quel point les Français aiment les joutes oratoires, les attaques venimeuses et le talent. Si Henriot avait eu le micro en août 1940, de Gaulle, dans son studio de Londres, n'eût pas si aisément joué sa partie. Bien des choses, sans doute, se seraient passées autrement.

En tous cas, pour la radio de la collaboration, la nomination de Henriot à l'Information et la Propagande provoque un véritable renouveau (Luneau 2005b : 230-232, *passim*) :

Personnage de poids, dont les hommes de Londres et d'Alger craignent les diatribes et l'influence sur une population au moral fragile, le secrétaire d'État à l'Information et à la Propagande, Philippe Henriot, a été nommé, le 5 février 1944, à la tête du Conseil supérieur de la radio. [...] Jouant avec les peurs de ses concitoyens, il brocarde pêle-mêle les bolcheviques, les maquisards, ces "terroristes apatrides" et "communistes sanguinaires", les "assassins anglo-saxons" et leurs bombardements, la BBC, et il dénonce le complot des hommes de la City alliés aux Juifs et aux bolcheviques. [...]

Il faut bien l'avouer, Philippe Henriot révolutionne l'antenne nationale. "Avant lui, la radio gouvernementale, chafouine, timorée, débitait une tisane insipide, dans l'indifférence générale", admet Lucien Rebatet, autre collaborateur notoire. Avec un don évident pour l'écriture, il cisèle des textes sur mesure. D'une intelligence aiguisée, il reprend de larges extraits des propos tenus sur les ondes de la BBC ou d'autres radios ennemies pour mieux en réfuter les arguments. Henriot sait que l'interdiction d'écouter la BBC a produit l'effet inverse. [...]

Tout le monde reconnaît la force et le talent du secrétaire d'État à l'Information et à la Propagande, en particulier l'occupant allemand. En avril 1944, le Dr Friedrich Grimm, conseiller privé de l'ambassadeur allemand Otto Abetz, voit en lui un nouveau Goebbels : "Avant lui, on n'écoutait que Londres, maintenant on écoute aussi régulièrement ses émissions. (...) On l'appelle le Goebbels français".

La réputation de tribun de Philippe Henriot est telle qu'en juin 1944 (Henriot effectue alors un voyage en Allemagne pour s'adresser aux Français réquisitionnés par le STO¹), le ministre des

¹ Du lundi 5 au mardi 13 juin 1944, Henriot, accompagné de Bruneton, se rend à Berlin, Weimar et Sarrebrück ; il y rencontre des Français du STO, et il rend compte chaque jour, en direct, à la radiodiffusion nationale, de l'accueil favorable de ces travailleurs, ainsi que des destructions dues aux bombardements alliés (Henriot 1944b). Le 11 juin 1944, 9 h. 45. la radio de Londres ironise : "Tandis que la libération de la France commence...Tandis que les Français acclament les Alliés à Bayeux...à Berlin, Philippe Henriot dépose des fleurs sur la tombe du soldat inconnu allemand !" (Crémieux *et al.* 1975-1976, V : 69). On peut mettre en doute l'impact de ses discours sur les requis du STO, comme en témoigne l'anecdote suivante. Le 6 juin, les ouvriers français de l'usine Schwartzkopf de Wildau-Teltow ont été rassemblés pour écouter Philippe Henriot ; avant l'arrivée de celui-ci, ils apprennent par des prisonniers de guerre français le débarquement allié en Normandie et poussent, à cette nouvelle, une clameur de joie, au grand étonnement des Allemands présents (Kaspi *et al.* 1995 : 261).

Affaires étrangères allemand, Joachim von Ribbentrop, demandera à rencontrer ce phénomène oratoire capable de faire acclamer le Maréchal après le débarquement en Normandie ; de même, le ministre de la propagande, le docteur Goebbels, lui accordera une audience le 7 juin 1944 (Nans 1996 : 301, 376).

Au service de l'Allemagne.

Philippe Henriot a toujours approuvé et soutenu la déclaration que Pierre Laval avait faite à la radio le 22 juin 1942 : "Je souhaite la victoire allemande, parce que sans elle, le bolchevisme demain s'installerait partout". Dès le 27 juin 1942, il y fait écho en expliquant que le choix est "entre la civilisation et la barbarie" (Chadwick 2007 : 123). Dans certaines de ses allocutions ultérieures, la déclaration de Laval sert même de péroraison à son discours (par exemple, les 17 et 31 janvier 1943, Henriot 1944a : 19, 31). Il reprend ce thème dans ses éditoriaux bi-quotidiens de 1944, alors que la perspective d'une possible défaite allemande se dessine (Henriot 1944c, 4 : 5, 19) ; curieusement, il insiste sur le fait que Laval n'a pas dit "je crois à", mais "je souhaite" la victoire de l'Allemagne (Henriot 1944c, 3 : 7 ; 4 : 41), alors que l'on sait, par le témoignage de Charles Rochat, que c'est le maréchal Pétain qui a demandé à Laval de remplacer "je crois" par "je souhaite" (Aron *et al.* 1959-1974, II : 218-219 ; Amouroux 1999, III : 72-73). Dans d'autres discours, il demande aux Français de "prendre hardiment parti" en faveur de l'Allemagne. Comme le disent Jean-Pierre Azéma et Olivier Wievorka (1997 : 110), "il plaçait, par un anticommunisme passionnel, son verbe redouté au service de l'occupant". Le moteur essentiel de son ralliement au nazisme est l'anticommunisme : "Un Philippe Henriot, député catholique conservateur avant guerre, s'alignait sur le Reich parce que celui-ci menait la croisade antibolchevique qu'il appelait de ses vœux" (*ibid.* : 285-286). D'ailleurs, jamais Philippe Henriot ne protestera contre les crimes nazis (Delperrié 1969 : 273).

"À la veille du débarquement, le gouvernement français devait compter avec une opinion qui, dans certaines régions (Bretagne, Limousin, Haute-Savoie par exemple) lui était résolument hostile, et avec une masse attentiste, soucieuse avant tout de ses intérêts matériels et prête à rallier le camp du vainqueur dès que l'occasion s'en présenterait. Dans ces conditions, il était naturel que l'objectif principal de ce gouvernement ait été le maintien de l'ordre. Deux hommes, Joseph Darnand et Philippe Henriot [...] personnifient cette politique à double visage. Il s'agit, bien sûr, de lutter contre le "terrorisme" qui fait tache d'huile depuis 1943 et qui bénéficie, pensent les Allemands, de la complicité d'une partie de la population et de la mollesse des autorités, mais il s'agit aussi de faire en sorte que la lassitude et le mécontentement dont se font écho les préfets, ne se muent pas en agitation ouverte, le débarquement venu. La propagande officielle a donc un rôle important à jouer : il faut fournir des arguments suffisamment décisifs pour ébranler la conviction des tièdes et des indécis, en particulier de ceux qui redoutent une Europe occidentale menacée par le bolchevisme et une France libérée dominée par les communistes, et effrayer les timorés. L'action de Darnand était donc complémentaire de celle de Ph. Henriot : l'un cherchait à venir à bout de l'agitation "terroriste", alors que l'autre combattait pour détacher d'elle les secteurs de l'opinion qui lui étaient favorables et pour éviter que les jeunes ne viennent grossir les rangs des maquisards" (Claude Lévy, *in* Libération 1974 : 351).

Mais, sur ce dernier point, l'influence de Henriot était moindre qu'espéré, car certains auditeurs perçoivent derrière ses propos l'influence des Allemands. Ainsi, Pierre Nicolle note dans son journal (à la date du 2-3 février 1944) : "Dès mon arrivée à Paris, je constate l'effet produit par le discours radiodiffusé de Philippe Henriot mardi soir annonçant officiellement avant la presse les nouvelles mesures concernant le travail obligatoire. Le décret touchant les hommes et les femmes a produit chez les jeunes le désir très net de se soustraire aux ordres du gouvernement en allant grossir les effectifs du maquis. [...] On estime que le discours d'Henriot surtout dans sa deuxième partie est nettement

influencé par les directives de la propagande allemande. Henriot a détruit du même coup le travail fait par ses éditoriaux bi-quotidiens radiodiffusés depuis six semaines" (Nicolle 1947 : 353-354).

Philippe Henriot joue sur l'affectivité plus que sur la raison. À partir de l'analyse des films de propagande réalisés pendant l'Occupation, on peut distinguer deux types de propagande : la propagande d'intégration, qui produit des films "d'intérêt national", visant à unir les Français autour de leur chef ; et la propagande d'agitation, visant à exclure les opposants à la collaboration avec l'Allemagne. "Les uns raisonnent en termes d'harmonie, partent de sentiments profonds qui appartiennent au patrimoine culturel séculaire et élaborent une mythologie, du retour à la terre ou du chef charismatique, par exemple, alors que les autres préfèrent développer l'esprit guerrier et en appeler à l'émotivité". Les films produits par le gouvernement de Vichy appartiennent à la première catégorie, ceux produits par la Milice, la Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme, l'Institut d'Étude des Questions Juives, la *Propaganda Abteilung*, appartiennent à la seconde. "Le 6 janvier 1944, les Allemands trouveront un écho favorable à leur action en la personne de Philippe Henriot, nouveau secrétaire d'État à l'Information, qui multiplie les actes d'allégeance à l'égard de l'occupant : les courts métrages pronazis comme *L'école de Waffen SS*, diffusé le 9 avril, remplaceront progressivement les films "d'intérêt national". Les écrans français deviennent alors totalement allemands !" (Bertin-Maghit 1999 : 37-38, *passim*). "Au cours du premier semestre 1944, l'entrée au gouvernement de la Milice, en la personne de Philippe Henriot, modifie définitivement le rapport de forces : l'information et la propagande, comme la police et l'administration, deviennent les armes de la guerre civile menée contre la Résistance" (Bertin-Maghit 1999 : 43-44). "Le 6 janvier 1944, tout change à nouveau". France-Actualités est réorganisée, Henri Clerc, qui résistait aux pressions allemandes, est remplacé par Touzé, "qui accepte toutes les requêtes émanant du Referat Film. Désormais, le "Journal" répond avant tout aux volontés de l'occupant" (Bertin-Maghit 1991 : 87).

Cette dernière affirmation est corroborée par ce témoignage de Pierre Nicolle, qui note dans son journal (le 5 février 1944) : "Je signale à Ph. Henriot le mauvais effet produit par la partie de son discours qui laisse percer l'influence de la propagande allemande. Henriot me dit combien les exigences de l'occupant sont de plus en plus lourdes et difficiles à satisfaire !" (Nicolle 1947 : 355). Le 6 mai 1944, Pierre Bourdan, se moquant à la B.B.C. des "contradictions de Philippe Henriot", conclura : "Ce n'est peut-être pas la faute d'Henriot ; les consignes allemandes, ces temps-ci, sont assez indécises"(Crémieux *et al.* 1975-1976, IV : 252-253).

Le contenu des éditoriaux de Philippe Henriot.

Dans un texte écrit le 15 mai 1944, le sociologue Raymond Aron analyse ainsi le contenu des éditoriaux radiophoniques de Philippe Henriot et leur rôle politique (1945 : 345-349, *passim*) :

La politique officielle de Vichy, dans la mesure où elle existe encore, se borne à traduire les intentions de l'état-major hitlérien. Déat se charge du recrutement des esclaves comme Darnand s'est fait l'agent d'exécution des basses œuvres de la Gestapo. Comme Henriot met en français les menaces et les arguments de Goebbels. L'un comme l'autre ont pour fonction dans la stratégie hitlérienne, non pas seulement de faciliter la tâche des autorités allemandes, mais de contribuer à l'œuvre de désagrégation européenne, suprême pensée des nazis aux abois. La faim, les déportations, le pillage, les milices, la propagande, les faux journaux clandestins, les assassins à gages vêtus en policiers, le brigandage, ces méthodes, indéfiniment multipliées d'oppression et de mensonge font partie d'une seule et immense entreprise qui a un but suprême : créer le chaos. [...]

En vérité, lorsque Sauckel s'écrie, le 18 mars, à Paris : "Si la nation française et les ouvriers français aident l'Europe et l'Allemagne dans leur actuelle bataille, l'Allemagne et les ouvriers allemands ne l'oublieront jamais", il ne se fait, certes, aucune illusion. Et n'y a-t-il pas une ironie sinistre dans la péroraison du discours du dictateur européen à la main-d'œuvre : "Puisse la France considérer comme un

privège que des millions d'ouvriers français qualifiés, des deux sexes, travaillent pour une meilleure Europe ?"

Même Henriot ne tente pas de faire accepter de pareilles formules dont tous les Français - moins les cinquante mille collaborateurs dont les "nouveaux messieurs" de Vichy prétendent traduire les volontés - connaissent l'authentique signification. Si nous laissons de côté l'argumentation banale sur le danger communiste, si nous écartons les attaques contre Alger, l'essentiel se ramène à quelques thèmes simples. Il peint aux Français les horreurs qu'amènerait avec elle l'invasion du continent par les armées alliées, il décrit les résistants comme de vulgaires terroristes, il tâche de démontrer aux Français que la résistance a moins pour effet de gêner l'armée d'occupation que d'aggraver l'épreuve des Français ("Si un train déraile, si des wagons sont détruits, si des locomotives sont détruites, ce ne sont pas les transports allemands qui en souffrent, mais le peuple français qui en est privé"), enfin et surtout, il s'ingénie à semer le doute et la confusion. [...]

La technique des faux documents a été employée à profusion par les services allemands. Rien d'étonnant qu'Henriot la reprenne à son tour. Rien d'étonnant que le Conseil national de la Résistance vienne de mettre le pays en garde contre ces manœuvres. Rien d'étonnant, enfin, que celles-ci se brisent sur le bloc de la France unie contre l'ennemi et ses complices.

Un survol des éditoriaux des années 1943 (Henriot 1944a) et 1944 (Henriot 1944c) montre que le thème central qui sous-tend la quasi totalité de ces allocutions est la peur du (judéo)bolchevisme athée. Roosevelt, Churchill, et de Gaulle y sont systématiquement dépeints comme des marionnettes dont Staline, lui-même au service des Juifs, tire les ficelles. Tous les autres thèmes en découlent : horreur des atrocités commises par les terroristes, inhumanité des bombardements alliés qui déciment les populations civiles, risques qu'une invasion américaine ferait courir à la survie de la France et de ses valeurs. Aussi, dans le journal clandestin *Libération* du 1^{er} février 1944, un Résistant nommé Boze qualifie Henriot de "marchand d'épouvante" (Henriot 1944c, 2 : 21). Accessoirement, Henriot, dans ses allocutions radiodiffusées, exalte la personne du Maréchal, et dénigre les "mensonges" de la presse et la radio neutres (suisses en particulier).

Il n'est pas possible de citer toutes les épithètes dont sont qualifiés les ennemis de l'Europe nouvelle. Par exemple, le juif est "identifiable à son nom et à sa servilité", il est animé par la "haine anti-française" ; les maquisards sont des "bandits tuant des innocents", des "exécuteurs à la mode russe", des "affameurs d'enfants", "l'armée de la révolution rouge" ; les gens d'Alger ne préparent que l'"asservissement aux soviets", pour faire de la France une "colonie soviétique", et la Libération ne serait qu'un "changement d'occupants" ; les journaux et la presse neutre accomplissent l'"indigne" besogne d'"excitateurs au meurtre" ; Radio-Brazzaville (la radio gaulliste) "est obligé de mentir, puisque, autrement, sa cause serait indéfendable" (Henriot 1944c, *passim* ; Bellanger 1961 : 190 ; Chadwick 2007 : 125-127).

L'objectif de l'éditorialiste est clair : semer le trouble et la division chez les Français qui l'écoutent. Dans ses mémoires, l'ambassadeur de Suisse à Vichy parle de "la campagne de propagande aussi habile que peu scrupuleuse du nouveau ministre de la Propagande Philippe Henriot qui réussit, là encore, à diviser les Français de façon atroce et déprimante. On était partagé entre l'espoir d'être libéré et la crainte des maux nouveaux qu'un débarquement ne pouvait manquer d'entraîner. Pour les jeunes gens, le problème se présentait sous la forme la plus simple : ils avaient à choisir entre la déportation en Allemagne, la milice et le "maquis" ; le "Gauleiter" Sauckel venait, on le sait, de réclamer à nouveau un million de travailleurs français pour l'Allemagne. Moins de dix mille partirent. Toute la jeunesse masculine, pour ainsi dire, échappa à cette mainmise, soit en entrant dans la milice créée par Darnand, soit en disparaissant pour rallier un des divers groupes de résistance" (Stucki 1947 : 36).

On retrouve dans certaines des interventions de Philippe Henriot le côté "gaffeur" déjà souligné par Maurice Martin du Gard. Ainsi, alors que le Maréchal Pétain, qui avait toujours dit qu'il refuserait de quitter Vichy contre sa volonté, est contraint par les Allemands à se rendre au château de Voisins,

près de Rambouillet ¹, il a demandé à Henriot de ne faire aucune allusion à son voyage. "Il l'avait convoqué à Voisins le lundi matin à dix heures. Henriot arriva à midi et le Maréchal dut le retenir à déjeuner, malgré la répugnance qu'il ne dissimule pas pour ce ministre qui a été imposé par l'Allemagne et qu'il n'a jamais nommé, mais qui, depuis quelques semaines, a su faire le siège de la Maréchale qu'il éblouit par sa voix. Henriot n'avait rien rédigé et, le soir, prononça un éditorial où il se vantait d'avoir déjeuné avec le Maréchal "au lieu de sa nouvelle résidence où, pour se rapprocher des populations éprouvées, *il a décidé* de passer quelque temps". L'éditorial est un chef-d'œuvre de jésuitisme. Mais on aurait tort de croire que les Allemands sont satisfaits d'Henriot : ils l'accusent, depuis quelque temps, d'être un affreux réactionnaire et de refaire le Front Populaire en l'aggravant. Henriot a fait à la radio répéter trois fois l'éditorial où il "prouve" que le Maréchal n'est ni otage ni prisonnier ; il a si bien insisté que les moins avertis, les plus hostiles à Pétain, ont eux-mêmes compris" (Martin du Gard 1948 : 476-477). Les Allemands transfèrent ensuite Pétain au château de Lonzat, près de Vichy, après l'avoir autorisé à visiter des villes bombardées. "Disons en passant que la propagande française sous la direction de Philippe Henriot donna, de toute l'expédition, un tableau qui ne correspondait nullement à la vérité" (Stucki 1947 : 45).

Une autre "gaffe" du catholique Henriot est signalée par Pierre Limagne, qui écrit dans son journal, le dimanche 4 avril 1943 : "Avant de l'être par le chef de l'État, le micro de la radio nationale avait été occupé par Philippe Henriot ; celui-ci éprouva le besoin de tourner en dérision non seulement les prophéties de Sainte Odile, mais encore celles de Fatima, que le Pape lui-même prend très au sérieux" (Limagne 1947 : 1125) ². Ce jour-là, Henriot fustige les "fidèles auditeurs de la radio anglo-saxonne" qui s'obstinent à voir dans les Alliés des sauveurs, et qui pensent que la guerre va bientôt finir, alors que les gouvernements alliés eux-mêmes disent à leurs populations que leur adversaire est encore très fort, et que la victoire est incertaine : "Cette leçon sera-t-elle comprise ? Ou bien, nourris tantôt de chimères et tantôt de prophéties, lâchant Nostradamus pour sainte Odile et sainte Odile pour les voyants de Fatima, vont-ils continuer longtemps à chercher dans les enfantillages colorés de mysticisme les raisons de continuer ?" (Henriot 1944a : 83). Un mois plus tard, dans son éditorial du 9 mai, Henriot tenta de "rassurer les croyants sincères que [ses] propos avaient alarmés, et démasquer les hypocrites cauteleux dont l'indignation artificielle dissimule d'autres desseins", en condamnant "l'exploitation cynique que font de cette foi et de cette déférence les apôtres de l'indiscipline française et de l'incroyance religieuse"... "On pense bien que mon intention n'a jamais été ni de contester ce qu'enseigne une Église qui est la mienne, ni d'ironiser sur des faits dignes du plus haut respect" (1944a : 111-115, *passim*).

En dépit de cette profession de foi catholique, Henriot n'a jamais tiré les conséquences de l'encyclique *Mit brennenden Sorge* (1937) de Pie XII, qui condamne le nazisme. Dans ses éditoriaux de 1944, il passe sous silence les massacres d'Ascq et d'Oradour, pourtant réprochés par de nombreux ecclésiastiques ; il stigmatise les "prélats qui comptent sur Staline pour restaurer l'Église", et ce clergé "en révolte [qui] fait cause commune avec les gaullistes, les dissidents, les réfractaires" ; il ironise sur "les bons élèves de la démocratie chrétienne" ; pour défendre le S.T.O., il censure la déclaration des cardinaux du 17 février 1944, et fait l'apologie de la soumission chrétienne : "L'enseignement du Christ était un enseignement de la soumission, car la soumission libère et affranchit. C'est la rébellion qui rend esclave" (Chadwick 2007, *passim*). Il ne craint pas de tronquer le texte de l'appel des cardinaux français à l'épiscopat britannique et américain à propos des bombardements, en supprimant l'allusion aux bombardements allemands ("Spectacle douloureux que certains d'entre vous ont déjà connu dans leur pays" ; cité par Limagne 1947 : 1999). Un "militant chrétien" écrit dans *Témoignage*

¹ En raison de l'imminence du débarquement allié, les Allemands tenaient à s'assurer de la personne du Maréchal, qui fut dès lors placé sous la surveillance de la Gestapo ; son transfert en zone occupée était censé assurer sa sécurité contre les attaques du maquis (Ferro 1987 : 551-552 ; Amouroux 1999 : 350-351).

² Sainte Odile, patronne de l'Alsace, est l'auteur d'une prophétie qui peut être interprétée comme l'annonce d'une défaite de l'Allemagne ; à Fatima, les propos de la Vierge lors d'une apparition ont fait l'objet d'une interprétation similaire. Les organisations clandestines diffusèrent ces prophéties dès le mois d'août 1940 (Noguères *et al.* 1967-1981, I : 116-117).

Chrétien de mars 1944 : "Vous vous posez en adversaire de la guerre civile, et vous la préparez par tous vos articles et tous vos discours. Incessamment, vous parcourez le pays une torche à la main, des paroles de haine fratricide à la bouche. Et vous êtes (ou l'on vous croit) chrétien !" (cité par Chadwick 2007 : 133).

On le voit, dans son zèle de prosélyte, Henriot n'hésite pas à recourir à des falsifications ou des mensonges par omission. Ainsi, Jacques Duchesne signale, dans l'émission "Les Français parlent aux Français" du 17 juin 1944, que Waldeck Rochet ayant demandé aux paysans de s'opposer aux réquisitions allemandes ou vichystes et d'organiser le ravitaillement des citadins avec la Résistance, Henriot l'accuse d'avoir déclaré : "Préparez la grève dans les campagnes pour affamer les villes et faciliter par la famine la grève générale" (Crémieux *et al.* 1975-1976, V : 69).

Enfin, Philippe Henriot fait à de nombreuses reprises l'éloge de la Milice et de ses chefs. On a vu (*Cahier* n° 2) le rôle peu honorable qu'a joué la Milice, et plus particulièrement sa Franc-Garde, dans la répression des opposants à la politique de collaboration avec l'Allemagne. Milicien d'honneur (par admiration pour Joseph Darnand, dit-on), Philippe Henriot fait à de nombreuses reprises l'apologie de cette formation de maintien de l'ordre. Selon lui, "la Milice française entend devenir une Chevalerie. Elle veut la Révolution nationale telle que l'a définie le Maréchal ; elle la veut douce aux faibles, secourable aux innombrables misères que la guerre et ses suites multiplient dans nos villes et nos foyers, servante en tous domaines de la justice et du bon droit" (cité par Veillon 1984 : 113). Le 27 mai 1944, lors d'une conférence devant les cadres d'Île-de-France de la Milice, évoquant les critiques dont les miliciens sont l'objet dans la population, il s'exclame : "si la milice ne devait jouer aucun rôle, on ne penserait ni à la calomnier ni à la critiquer" ; minimisant l'importance des exactions commises par les miliciens, il leur recommande tout de même de "faire très attention" (cité par Giolitto 1997 : 408). À une autre occasion, il déclare : "Qu'on nous dispense aussi des indignations factices de ceux qui proclament que la Milice attente aux libertés des Français. Aucun Français n'est libre de livrer son pays au désarroi, au désordre, à la Révolution. La Milice n'a d'autres adversaires à combattre que les ennemis du pays : saboteurs de la politique du Maréchal et de son gouvernement, gaullistes provocants et communistes leurs alliés, prébendiers d'hier, déçus dans leurs appétits, organisateurs du mécontentement par le travestissement volontaire des consignes gouvernementales, patrons et chefs d'entreprises antisociaux qui exploitent la relève aux dépens des pères de famille, trafiquants du marché noir, distributeurs des mots d'ordre étrangers et de bobards, colporteurs de fausses nouvelles" (cité par Veillon 1984 : 313-314).

Dans ses éditoriaux biquotidiens, après avoir glorifié les actions de la Milice sur le plateau des Glières, il célèbre son chef, Joseph Darnand, et ses valeureux combattants (le 7 mars 1944, Henriot 1944c, 5 : 5-8 ; 8 : 14-18). "À défaut de l'emporter sur le terrain, la Milice, à travers la voix d'Henriot, se surpassa dans l'ignoble" (Azéma 1990 : 100) ; en effet, les éditoriaux relatant la fin du maquis des Glières, "sont d'une grande bassesse" (Azéma 1990 : 97, note 3).

La tragédie des Glières vue par Henriot.

La Haute-Savoie est devenue, au dire des autorités de Vichy, un des "foyers d'insécurité" les plus actifs de France : il est arrivé que les maquisards attaquent en plein jour les voitures allemandes, au point que celles-ci ne pouvaient circuler qu'en convois protégés. C'est pourquoi, au cours du mois de janvier 1944, les forces de maintien de l'ordre (policiers, miliciens, troupes allemandes) sont renforcées, et la répression s'accroît dans le département. Le colonel de gendarmerie Georges Lelong est nommé par Darnand directeur des opérations de police en Haute-Savoie, et doté de renforts importants : 19 pelotons de gendarmerie, 12 escadrons de gardes mobiles, 5 escadrons de groupe mobiles de réserve, et 700 à 800 miliciens, dont 400 francs-gardes permanents ; soit environ 3 000 hommes. À ce stade, l'objectif de Lelong est moins de réprimer que de pacifier les esprits, et d'essayer

de ramener dans la bonne voie les maquisards égarés (Giolitto 1997 : 426). Le 31 janvier, le département est mis en état de siège (Crémieux 1995 : 56 ; Giolitto 1997 : 430-432). Le colonel Lelong fait afficher une proclamation dans laquelle il annonce qu'en raison de la recrudescence des attentats terroristes dans la région, des mesures sévères vont être prises. Il assure que "seules les Forces françaises du Maintien de l'Ordre participeront tant à l'exécution des mesures nécessaires qu'aux opérations proprement dites" ; les Allemands ne devront donc pas intervenir. "La propagande de Vichy présente l'affaire comme purement française. [...] Au fond, ce que voudraient Pétain et Laval, et ce que vont essayer d'obtenir Darnand et Lelong, c'est la capitulation des Glières. L'avantage pour Vichy serait double : il aurait remporté une grande victoire sur les "terroristes", et il pourrait montrer sa mansuétude, car on trierait les bons et les méchants" (Delperrié 1969 : 326-327).

À partir du 29 janvier, chassés des vallées, les Résistants se réfugient dans la montagne. Toutefois, "jamais, à aucun moment, il n'a été question de constituer un réduit que l'on tiendrait durablement et jamais les états-majors de Londres ne l'ont demandé. Romans-Petit, tout comme le chef régional de l'Armée secrète, Didier Chambonnet, tout comme Helsop¹, est absolument étranger à une telle idée : tous sont convaincus que, dans la guerre révolutionnaire que mènent les maquisards, il n'est pas d'autre tactique que la mobilité et le harcèlement. C'est donc uniquement pour préparer et protéger la réception des parachutages que, dans l'après-midi du 30 janvier 1944, 120 hommes partent dans la neige, de Manigod, du Bouchet-en-Serraval, du Grand et du Petit-Bornand, afin d'occuper les Glières où campent déjà une vingtaine d'hommes" (Crémieux 1975 : 49).

À près de 1 500 mètres d'altitude, le plateau de Glières, dans le massif des Bornes, est l'un des rares sites alpestres à pouvoir recevoir des parachutages importants. Son accès est difficile (falaises escarpées, peu de routes), et, si nécessaire afin de protéger un parachutage, 200 maquisards peuvent y être regroupés (ceux-ci se dispersant, une fois l'opération terminée, dans les maquis voisins). Il est aussi possible que l'Armée Secrète² ait envisagé d'y installer un camp d'entraînement pour les nouvelles recrues³. En revanche, pour défendre le plateau contre une attaque allemande, il faudrait 1 200 hommes ; il est donc exclu d'y constituer un "réduit" capable de résister à l'occupant. Mais à la fin de janvier, l'enneigement rend le plateau pratiquement inaccessible, et c'est là que les maquisards pourchassés se regroupent. En mars, au moment de l'attaque allemande, ils seront 465.

L'encerclement.

Les premières opérations contre la Résistance en Haute-Savoie commencent le 5 février ; elles sont conduites par la Milice d'une part, les forces de l'ordre traditionnelles d'autre part. Il n'y a guère d'entente entre les deux corps. "Gendarmes, gardes mobiles et G.M.R. sont des professionnels. S'ils reçoivent l'ordre d'attaquer le plateau, ils obéiront, mais, pour la plupart, pas de bon cœur. C'est qu'on a beau leur répéter qu'il n'y a là-haut que des agents de Moscou, des assassins, des bandits, tout de même, beaucoup soupçonnent que l'affaire n'est pas si limpide. Aussi, l'excitation des miliciens, tout joyeux à l'idée d'en découdre, les choque. Et puis ces nouveaux venus qui ne sont que des amateurs, et des amateurs de style bravache, rouleurs d'épaules, braqueurs de mitraillette, ne leur plaisent pas". Des altercations éclatent même lorsque les gendarmes et les gardes mobiles s'indignent des opérations de pillage et des exactions des miliciens. Le colonel Lelong et le chef de la Milice, Jean de Vaugelas, s'opposent violemment (Delperrié 1969 : 330-333).

¹ Henri Petit, dit "Romans", est alors, jusqu'au 6 février 1944, le chef des maquis de Haute-Savoie ; son successeur sera Tom Morel. Le lieutenant-colonel Robert Heslop est un officier du S.O.E. (*Special Operations Executive*), parachuté en France en septembre 1943 comme officier de liaison.

² L'Armée Secrète (AS) est l'une des deux principales branches de la Résistance armée métropolitaine, l'autre branche principale étant les Francs Tireurs et Partisans (FTP). Fondée par Henri Frenay, l'AS est surtout constituée de militaires professionnels.

³ C'est une hypothèse avancée par Constant Paisant (1994 : 248).

Le 6 février 1944, dans l'émission "Honneur et Patrie", Maurice Schumann répercute les consignes de mobilisation que les maquis de Haute-Savoie lui ont demandé de diffuser. Mais le lendemain, il conseille la prudence, pour ne pas donner à l'ennemi l'occasion "de décapiter la Résistance et de massacrer l'élite combattante du pays". Il rappelle que "la mobilité dans les maquis est un élément essentiel de la lutte" ; que le but des Allemands est "de déclencher une insurrection et un combat général prématurés". "Harceler l'ennemi en attendant de se mesurer ouvertement avec lui, saboter tantôt par la grève, tantôt par la lenteur voulue, tantôt par l'action directe, la machine de guerre ennemie, en attendant de l'attaquer à visage découvert : c'est à la fois la seule et la meilleure façon de saper l'Allemagne affaiblie et l'Antifrance apeurée, que de leur livrer partout cette inlassable guérilla" (Crémieux *et al.* 1975-1976, IV : 172-174).

Avec le contrôle des voies de communication et le quadrillage des villages autour du plateau, celui-ci est pratiquement encerclé. Le plateau est facile à défendre, et le colonel Lelong pense avoir en face de lui de 1 000 à 1 500 maquisards. Comme les forces de l'ordre traditionnelles répugnent à se battre contre des Français, et évitent autant que possible les affrontements, le colonel Lelong prend contact avec un officier de l'Armée Secrète, le capitaine Maurice Anjot, ancien du 27^e bataillon de chasseurs alpins, à qui il offre des conditions de capitulation. Il lui signale par ailleurs que des troupes allemandes commencent à arriver à Annecy. Anjot repousse ces propositions. Lelong offre sa démission à Darnand, qui la refuse. En mars, avant l'attaque, une nouvelle tentative de négociation du chef milicien Dagostini n'aboutira pas non plus (Delperrié 1969 : 333 ; Giolitto 1997 : 435-437).

Le 13 février, dans un éditorial intitulé "Le réveil du bon sens", Philippe Henriot dresse un bilan positif des actions "menées exclusivement par des forces françaises" en Haute-Savoie, et en profite pour présenter les dirigeants du maquis comme des "éléments troubles", pour la plupart Juifs, étrangers, et communistes (Henriot 1944c, I : 44-45) :

La lumière commence à se faire dans certains esprits. La preuve en est que, dans les groupements de résistance même, les scissions s'opèrent déjà. Les éléments troubles qui en assumaient la direction commencent à devenir intolérables à ceux qui n'étaient allés rejoindre le maquis qu'avec des illusions patriotiques. Les opérations qu se déroulent en Haute-Savoie en apportent la preuve tous les jours. Elles sont menées exclusivement par des forces françaises qui, jusqu'ici, ont capturé un nombre considérable de ces malfaiteurs, mais ont trouvé dans leurs repaires les choses les plus hétéroclites. Les produits de cambriolages et de vols contenaient des collections de vaisselle et des caisses de cravates, est-ce pour assurer la résistance patriotique que ces gens dévalisent les magasins ? La plupart des individus interrogés, dont plusieurs sont Juifs et étrangers, se déclarent fidèles à la doctrine du communisme.

À cette date, aucune patrouille de la Milice n'a réussi à prendre pied sur le plateau, mais l'encercllement se renforce. Le ravitaillement n'arrive plus. Les troupes allemandes continuent à affluer (Delperrié 1969 : 336). "Jusqu'au bout, les autorités relevant de Vichy souhaitent éviter l'intervention des Allemands, mais la gendarmerie et la garde mobile, peu sûres, ont dû être retirées et la Milice continue d'être partout repoussée" (Crémieux-Brilhac 1996 : 1190). Les Allemands avisent le gouvernement de Vichy que, si tout n'est pas terminé le 10 mars, ils prendront les choses en main.

Jusqu'alors, les Anglais, opposés à "l'action immédiate" (voir *Cahier* n° 3), répugnaient à armer les maquis. À la fin du mois de janvier 1944, le débarquement en Normandie est décidé ; ils décident alors de fournir aux maquis les moyens de retenir loin des lieux de débarquement, par la guérilla et les sabotages, une partie des forces allemandes. Le Commissaire à l'Intérieur du C.F.L.N., Emmanuel d'Astier demande des mesures exceptionnelles pour la Haute-Savoie, où "un échec aurait une répercussion d'une extrême gravité sur l'ensemble de la Résistance". Le 7 février, le capitaine Jean Rosenthal ("Cantinier"), officier du B.C.R.A. qui a été parachuté dans la région comme délégué militaire, demande un parachutage massif (comportant des conserves, chaussettes, lainages, chaussures de ski). Les premiers parachutages, modestes, ont lieu le 14 février et le 4 mars (Crémieux

1995 : 57-59). Enfin, dans la nuit du 10 au 11 mars, les Britanniques lorgnent de quoi équiper 5 000 combattants, ce qui renforce chez les maquisards la croyance en un débarquement imminent ; le réduit de Glières constituerait alors un abcès de fixation (ou, si l'on préfère, une tête de pont), qui serait ultérieurement renforcé par des parachutistes canadiens ¹.

Malgré la difficulté du ravitaillement, les maquisards ont bon moral. Pourtant, s'ils ont des armes et des munitions, ils manquent non seulement de vivres, mais surtout de liaison radio, et de skis ; les communications entre les positions de défense du plateau doivent se faire par messagers, dans une neige épaisse. L'assaut du plateau sera donné le 26 mars. En face des 465 maquisards, disposant de 250 fusils-mitrailleurs, on trouve 6 714 Allemands, équipés de 4 canons de DCA, 4 obusiers, et 8 canons de montagne. S'y ajoutent un peu moins d'un millier de Miliciens ², dont 400 à 500 Francs-Gardes. Les forces de l'ordre traditionnelles, jugées peu sûres, ont été retirées ³.

Dès le début de mars, un avion allemand avait entrepris de photographier méthodiquement le plateau, où les traces de déplacements dans la neige étaient nettement visibles (Paisant 1994 : 116), ce qui permettait de repérer les positions des Résistants. Le 9 mars, à 19 h. 40, Philippe Henriot démentait une fois de plus l'intervention des Allemands dans la région (Henriot 1944c, 5 : 17-18) :

Je ne puis vraiment pas passer mon temps à répondre aux incroyables bobards avec lesquels les radios étrangères essaient d'abrutir leurs auditeurs. Pourtant, il en est dont la malfaisance est telle qu'il faut bien d'un mot mettre au point des informations jaillies du cerveau des fabricants de fausses nouvelles embauchés par Londres.

C'est ainsi qu'hier, à l'émission de midi 30, on entendait les étonnantes nouvelles suivantes : "On apprend de Londres que les Allemands qui se battent contre le maquis de Savoie recourent à la terreur. Avec l'aide de la Milice de Darnand, ils attaquent les villages et hameaux de la Haute-Savoie où, prétendent-ils, les réfractaires trouvent asile."

Ainsi, c'est de Londres qu'on apprend ce qui se passe en Haute-Savoie. Si moi, qui en arrive, j'affirme qu'il n'y a pas un Allemand qui participe aux opérations menées là-bas aux côtés des forces de l'ordre, les esprits forts qui m'écoutent hausseront les épaules d'un air entendu. Quant à prétendre que ce ne sont pas les Miliciens, mais bien les gens du maquis qui assaillent les hameaux, les fermes et les villages, il faut sans doute pour cela être à la solde de la Gestapo. [...]

Écoutez la suite de la même émission de Londres : "Ces troupes harassent les patriotes avec l'aide d'avions et d'artillerie lourde. Les patriotes leur ont infligé des pertes qui s'élèvent à 32 tués et 27 blessés. Ils ont eux-mêmes perdu 14 hommes." Dommage qu'on ne nous dise pas combien ils ont capturé de canons et descendu d'avions.

Effectivement, l'aviation allemande ne commencera à bombarder le plateau du Vercors qu'à partir du 12 mars, et les artilleurs allemands n'entreprendront de le pilonner qu'à partir du 24, avant l'assaut du 26.

La mort du lieutenant "Tom" Morel, et son épitaphe par Philippe Henriot.

Le lieutenant Théodose Morel ("Tom" dans la clandestinité) est à la tête du maquis des Glières. Né en 1915, c'est un militaire de carrière, qui, en 1940, a brillamment lutté contre les Italiens. Fait sur le front chevalier de la légion d'honneur à 24 ans, ex-instructeur à Saint-Cyr, lieutenant au 27^e

¹ Cette croyance est contredite par le contenu des parachutages : on n'y trouve aucune arme de défense d'une tête de pont, telle que mortiers, ou mitrailleuses lourdes faisant office de DCA. Il est probable que ces armes légères d'infanterie étaient destinées à armer un soulèvement de masse (Paisant 1994 : 249-250).

² Cette évaluation est celle de la plupart des sources consultées ; mais Henry Rousso (2007 : 101) avance le chiffre de 1 700 miliciens.

³ "Gendarmes, gardes mobiles et GMR sont dans les vallées. Aucune de leurs unités ne combattrà" (Delperrié de Bayac 1969 : 345).

Bataillon de Chasseurs Alpains, et membre de l'Armée Secrète, il est nommé chef des maquis de Haute-Savoie le 31 janvier 1944. Sur le plateau des Glières, ils dispose d'environ 250 membres de l'Armée Secrète, 150 Francs-Tireurs et Partisans, et des 56 Espagnols de la section "Ebro", plus 2 déserteurs polonais de la Wehrmacht (Delperrié 1969 : 328). Morel a organisé ses forces en douze sections (chacune chargée d'un secteur à surveiller), plus un corps franc de vingt-cinq éclaireurs-skieurs. Le moral des maquisards est très élevé. "Cet esprit des Glières est l'œuvre de Morel. Il voit en ses hommes une avant-garde de l'armée de libération. Ce saint-cyrien qu'on dit proche de l'Action française refuse de faire une différence entre sections communistes et non communistes, bien que les premières soient accusées par la propagande officielle d'avoir massacré de sang-froid un groupe de policiers civils ¹" (Crémieux 1995 : 60-61).

"Tom" Morel va trouver la mort le 10 mars. Cinq maquisards ayant été capturés dans une embuscade, le lieutenant Morel décide de faire des prisonniers pour procéder à un échange. Dans la nuit du 9 au 10 mars, un groupe de 150 maquisards, parmi lesquels Morel et Rosenthal, descend du plateau. Il arrive vers 2 heures du matin à Entremont, où stationne l'unité de soixante G.M.R. "Aquitaine". Surpris, les G.M.R. sont faits prisonniers après une brève résistance, mais pas leur état-major. Leur chef d'unité, le commandant Lefèvre, a établi son poste de commandement à l'hôtel de France ; réveillé par les coups de feu, il se rendait au casernement lorsque les maquisards l'abordent. Une discussion s'engage. Morel lui demande de mettre bas les armes ; Lefèvre refuse. Morel accuse Lefèvre d'avoir manqué à sa parole à l'occasion d'une précédente tentative d'échange de prisonniers. Le ton monte. "Alors, c'est la guerre ?" demande Morel. "Oui, c'est la guerre !" répond Lefèvre, qui sort de sa poche un revolver dissimulé ² et tire. Morel est tué sur le coup, d'une balle en plein cœur. Les maquisards ripostent aussitôt. Lefèvre est tué d'une rafale de mitraillette. Les G.M.R. retranchés dans l'hôtel de France ouvrent le feu. Les maquisards leur donnent l'assaut. À trois heures du matin, le village d'Entremont est aux mains des maquisards. Ils feront prisonniers quarante-sept G.M.R. (Delperrié 1969 : 337-338 ; Amouroux 1999, IV : 196-197 ; Paisant 1994 : 123). Le capitaine Maurice Anjot, du 27^e bataillon de chasseurs alpins, prendra sa relève à la tête du maquis des Glières.

La mort du lieutenant Morel n'a été connue des autorités de la France Combattante que plus d'une semaine après celle-ci. Philippe Henriot lui-même l'apprend, semble-t-il, par la radio de Londres. Il ne répondra à cette information que le 7 avril, dans un éditorial diffamatoire (Henriot 1944c, 8 : 24-26) :

Voici que dans le Panthéon de la Résistance, on nous invite à introduire un nouveau locataire. Le 22 mars, *Honneur et Patrie* nous a présenté le lieutenant Thomé ³, lui aussi saint-cyrien, qui serait tombé en Haute-Savoie après avoir été attiré dans un guet-apens. Et de faire tresser par un prétendu saint-cyrien de Londres, prudemment anonyme, des couronnes triomphales à ce mort, en même temps qu'on prétend retrouver dans cette fin glorieuse tout le panache et toute la noblesse des saint-cyriens tombés sur tant de champs de bataille.

Cette escroquerie, l'honnêteté ne la permet pas. Cette profanation, la France ne la tolère pas. Et pour empêcher l'une et l'autre, il faut rétablir les faits tels qu'ils se sont passés. Ce lieutenant Thomé était, lui, réellement officier. Il était réellement sorti de Saint-Cyr. Il s'appelait de son vrai nom le lieutenant Morel, ancien instructeur à Saint-Cyr et décoré de la Légion d'honneur en 1940, officier au 27^e bataillon de chasseurs.

¹ Le 4 mars 1944, les corps de sept policiers et d'un instituteur retraité, tués par des maquisards, sont découverts par le colonel Lelong dans une fosse commune au débouché de la vallée du Petit Bornand (Amouroux 1999, IV : 166). Dans son éditorial du 6 mars 1944, à 12 heures 40, Philippe Henriot parle à ce sujet d'un "Katyn français", en allusion au massacre d'officiers polonais perpétré par les Soviétiques en avril-mai 1940, et dont les corps ont été découverts en avril 1943 dans une fosse commune dans la forêt de Katyn, près de Smolensk (Henriot 1944c, 4 : 59).

² Constant Paisant, maquisard FTP des Glières, précise : "Tom pensant avoir affaire à un officier français, homme d'honneur, n'avait pas voulu le faire fouiller" (Paisant 1994 : 123).

³ Dans son émission du 21 mars 1944 à 21 heures 25, Maurice Schumann a retracé la fin du "lieutenant Tom" , mort pour la France (Crémieux *et al.* 1975-1976, IV : 217-218).

Et voici maintenant comment il fut tué. Aucun guet-apens, bien au contraire. C'est Morel qui, un soir, prend l'initiative d'attaquer le cantonnement du G.M.R. Aquitaine. En effet, un déserteur de cette unité l'a renseigné, et s'est offert pour conduire Morel et ses hommes. Ce misérable que j'ai vu l'autre soir après sa capture à Thonens, se fit fort de faire surprendre ses chefs et ses camarades. [...]

Dès qu'il a entendu les premiers coups de feu, vers deux heures du matin, le commandant Lefèvre accompagné d'un officier et de deux ou trois hommes est sorti de son poste de commandement, installé dans un hôtel, et s'est porté vers le cantonnement de ses hommes. À peine dehors, ils sont surpris par un fort groupe d'assaillants conduit par Morel et qui, profitant de l'obscurité et de leur parfaite connaissance des lieux, s'étaient dissimulés aux environs immédiats de l'hôtel.

Le commandant Lefèvre mis dans l'impossibilité de réagir est alors désarmé. Morel lui annonce que la totalité de son groupe est prisonnière et qu'il lui demande de se rendre. Le commandant Lefèvre refuse. Morel lui dit alors : "Puisqu'il en est ainsi, c'est la guerre." "Oui, répond le commandant Lefèvre, c'est la guerre" et sortant de sa poche un revolver qui avait échappé aux recherches il tire sur Morel qui tombe mort. [...]

Voilà les faits dans leur simplicité nue. Voilà le héros du speaker de Londres. Voilà le cyrard pour lequel le poste de la dissidence demande les mêmes honneurs et la même gloire que pour tous ceux qui, sortis de l'école, l'environnent d'un halo de gloire. Un officier traître à sa parole, se déliant lui-même d'un serment dont il ne peut méconnaître le prix, prenant le maquis en compagnie de francs-tireurs et d'assassins, en compagnie d'étrangers puisqu'il y a avec lui, sur le plateau des Glières, deux compagnies d'Espagnols rouges, anciens soldats de l'armée révolutionnaire, et bornant son ambition de cyrard, d'officier et de Français, à commander sur les indications d'un déserteur des embuscades contre les soldats de la patrie. Voilà ce qu'on prétend offrir en modèle à l'admiration des Français. [...]

Un saint-cyrien célèbre pour avoir ouvert le feu sur des officiers et des soldats français au cours d'une guerre civile, il aura vraiment fallu tout le cynisme d'une certaine propagande et toute la crédulité d'une certaine clientèle pour assister à ce spectacle déconcertant. Saint-Cyr c'était la fidélité au serment, l'obéissance aux chefs, le sacrifice consenti d'avance à tous les ordres de la Patrie. Morel renégat, rebelle et immolant à ses rancunes le propre sang de ses frères sur le sol d'une patrie déchirée et abandonnant ses chefs pour obéir aux ordres de l'étranger, n'a droit qu'au silence et à la pitié. Mais par respect pour la France, par respect pour Saint-Cyr qu'on ne nous demande pas les honneurs militaires pour un révolté qui, conduit par un déserteur, est mort en allant traîtreusement au cours d'une embuscade, assassiner ses camarades...

L'assaut final et la chasse à l'homme.

Raymond Aron rapporte que, "selon *Le journal de Genève*, les groupes mobiles de réserve, envoyés en éclaireur, furent défaits sur plusieurs points. Depuis le 20 mars les miliciens ont été en action, sans plus de succès que les groupes mobiles. La Résistance, qui occupe des positions élevées, a infligé des pertes sévères à la Milice qui a été, jusqu'à présent, incapable de progresser vers les montagnes. En plus de ce succès militaire défensif, la Résistance a remporté un succès moral en réduisant à néant les légendes, semées par la propagande d'Henriot, qui présentaient les jeunes gens du maquis comme des égarés, susceptibles d'être ramenés par la persuasion dans le camp de l'ordre" (Aron 1990 : 350).

L'assaut est donné le dimanche 26 au matin. Il avait été précédé, les 12, 17 et 23 mars, d'interventions de l'aviation allemande (bombardements et mitraillages), puis à partir du 24, de bombardements aériens et d'artillerie¹. Un premier assaut de la Milice ayant été repoussé, les forces allemandes entrent en action dès 10 heures et réussissent à prendre pied sur le plateau en plusieurs endroits. À la fin de la journée, le capitaine Maurice Anjot (*Bayard*), estimant la position intenable, et jugeant "que l'honneur est sauf", donne à ses hommes l'ordre de dispersion vers leurs maquis d'origine. "En lançant l'ordre de décrochage le 26 au soir, après une journée de combat, le commandement des Glières a pris les assaillants de vitesse : l'assaut général n'était prévu que pour le lendemain et les

¹ André Brissaud (1965 : 311) précise que les avions ont largué des bombes incendiaires et explosives de petit calibre, et que l'artillerie utilisait des mortiers de 81 et des obusiers de 155.

Allemands en attendaient l'extermination ou la capture de tout l'effectif encerclé" (Crémieux-Brilhac 1975 : 67). À ce stade, les pertes du maquis sont encore faibles ¹ ; au cours des quatre jours suivants, la chasse à l'homme (par les Allemands et les Miliciens) aboutira, *in fine*, à 149 morts (tués, morts de leurs blessures, fusillés, morts en déportation), sans compter les pertes dans la population civile ². Le 27, le capitaine Anjot sera tué par les Allemands dans une embuscade. Le plateau sera réoccupé par le maquis le 1^{er} mai 1944.

Dans cet assaut, la Milice n'a guère joué qu'un rôle d'appoint : elle "a fait des diversions au nord et au nord-ouest pendant que les Allemands portaient à l'est l'assaut principal" (Delperrié de Bayac 1969 : 347). Un bon indicateur du rôle mineur de la milice lors de l'assaut est le nombre de pertes qu'elle a enregistrées : 2 morts, 2 blessés, et 4 disparus ³ ; à titre de comparaison, les pertes allemandes dans cet assaut (difficiles à évaluer avec précision) seraient, selon Amouroux (1999, IV : 214-217), un peu inférieures à 300. Darnand lui-même aurait déclaré en 1945 : "J'ai décidé de masser toutes les troupes françaises sur le front Ouest. Les Allemands ont fait l'opération militaire sans que les Français n'interviennent dans celle-ci autrement que pour recueillir les gens qui refoulaient vers nous" (cité par Delperrié de Bayac 1969 : 319). On pourrait croire que ces déclarations de Darnand après son arrestation altèrent la vérité, en minimisant le rôle de la Milice. Rappelons que, "plus qu'une force de maintien de l'ordre, la Milice est une force de police, de basse police. Dès que les affaires deviennent sérieuses - présence d'un maquis combattif, comme aux Glières, ou actions de grande échelle de la résistance -, elle passe la main aux Allemands. Dans beaucoup d'opérations, ses hommes servent surtout d'éclaireurs ou d'agents d'infiltration, qui préparent l'intervention de l'occupant. Leur rôle, leur vocation, si l'on ose dire, ce sont des tâches que ce dernier peinerait à remplir par lui-même, parce qu'il n'est pas comme un poisson dans l'eau : la détection, la surveillance, la capture des suspects, et même leur interrogatoire, où la torture commence à être systématiquement appliquée" (Burrin 1995 : 457) ⁴.

Pourtant, lors des événements, la presse et la radio collaborationnistes ont passé sous silence la présence de troupes allemandes, et présenté cette opération comme une grande victoire de la Milice. C'est pour Philippe Henriot, descendu à Thorens, l'occasion d'un reportage en direct à la radio le 29 mars, à 12 heures 40, dans lequel il déclare (Henriot 1944c, 7 : 22-23, *passim*) :

C'est de Thorens (Haute-Savoie) que je vous parle ce matin. De Thorens, hier un des quartiers généraux de la fameuse résistance. J'y suis arrivé tout à l'heure, en compagnie de Joseph Darnand, pour assister à la fin d'une légende, comme je le disais hier soir. [...]

Dans Thorens, les camions embarquent par fournées les fameux résistants qui, traqués par les forces du Maintien de l'ordre, débusqués par elles de ce plateau inexpugnable, où la Milice campe aujourd'hui dans les anciens P.C. de la résistance, se rendent en foule. Car la fin de cette aventure tragique, déguisée en épopée par les menteurs de Londres, c'est la capitulation à un rythme accéléré des bandes qui, pendant des mois, ont terrorisé le pays et en qui les naïfs et les canailles prétendent incarner le patriotisme français. Je les ai vus, Français et étrangers mêlés, armée secrète et FTP confondus. Je les ai vus arriver sans armes. Car le trait dominant de cette capitulation, c'est que tous ces hommes ont été lâchés par leur chef au premier assaut mené contre eux et qu'eux-mêmes ont lâché leurs armes pour fuir plus vite. Comme ils auraient besoin, les Français qui doutaient encore, de contempler ces visages où ils retrouveraient exactement les plus sinistres photographies des brigades rouges. [...]

¹ Selon Crémieux-Brilhac (1975 : 65). Cependant, Delperrié de Bayac (1969 : 347) parle d'"une vingtaine de tués, auxquels il faut ajouter de nombreux blessés". Amouroux, de son côté, estime les pertes du maquis le 26 mars à 43 morts et 52 blessés (Amouroux, 1999, IV : 218).

² "On compte deux cent trente-sept prisonniers dont cent quarante-neuf mourront, abattus sur place, fusillés après jugement ou disparus en déportation, non compris les victimes dans la population" (Crémieux 1996 : 1191).

³ Il est possible que les pertes enregistrées par la Milice le 26 mars soient plus importantes (Paisant 1994 : 151, 269) ; mais, tous comptes faits, elles sont infimes comparées à celles de la Wehrmacht.

⁴ Selon Maurice Schumann, un commandant allemand se serait écrié, à l'issue des combats : "Les hommes du maquis se sont battus comme des lions. Quant à ces miliciens, c'est de la racaille !" (Crémieux *et al.* 1975-1976, IV : 230).

Tout cela est fini. L'armée secrète a fui. Les officiers qui commandaient ont fui. On a fait prisonniers un adjudant, un sergent-chef et plusieurs sergents du 27^e bataillon de chasseurs. Et le sergent-chef commandant un groupe de F.T.P. ! La légende est morte. Les camions n'emportent vers les prisons qu'un ramassis de déserteurs, de gamins. Deux d'entre ceux que j'ai vus tout à l'heure ont seize ans et demi. L'un d'eux est le neveu du colonel Chapuis. Ce gamin, empoisonné par des propagandes dont d'autres portent la responsabilité, était mêlé aux bandits de grand chemin, aux bandes d'assassins et de pillards. Belle conception du patriotisme et de l'amour de la France...

L'allocution se poursuit par une attaque contre le capitaine Anjot ("Bayard") : "Bayard ne s'est pas battu. Il a abandonné sans ordres et sans directives les gens qu'il était chargé de commander" (*ibid.* : 24). Le soir même, lors de son émission de 19 heures 40, ayant assisté à l'interrogatoire de maquisards faits prisonniers par la Milice, Philippe Henriot prend à nouveau la parole (Henriot 1944c, 7 : 26-29, *passim*) :

Un peu partout, dans les fermes et les hameaux, des postes de francs-gardes ou de G.M.R. surveillent les vallées et les routes par où essaient de s'infiltrer les derniers débris de ce qu'on a osé appeler une armée. Non qu'il s'agisse de diminuer l'importance et même la puissance malfaisante de ces bandes équipées et armées auxquelles on doit, hélas ! la mort de tant des nôtres. Mais comment, en revanche, ne pas demeurer stupéfait et navré quand [...] on a pu voir les prisonniers faits par les forces du Maintien de l'Ordre. Il y a quelques minutes à peine, j'en avais devant moi quelques-uns venus d'un peu partout. Je les ai interrogés. À les entendre, personne d'eux n'a jamais tiré un coup de feu. D'une voix molle, traînante, certains disent avec un regard fuyant : "Tiré ? Nous ? Mais nous ne sommes pas des bandits". Mais la conviction n'y est pas. [...]

On voudrait leur trouver des circonstances atténuantes. Il n'y en a guère. Et il faut voir leur regard quand, l'interrogatoire terminé, un interrogatoire désarmant en vérité, ils demandent d'une voix suppliante et tremblante : "Mais vous n'allez pas me fusiller au moins..." Quand je les regardais et que je les entendais, je souffrais. J'ai vraiment souhaité entendre un cri de fierté, un cri de défi. J'aurais voulu trouver des hommes. J'ai trouvé des loques. Je le dis comme je l'ai vu. Je n'ai pas le goût d'avilir des adversaires et à plus forte raison des adversaires réduits à l'impuissance.[...]

Ce soir, je ne sais quelle mélancolie marquerait pour moi ce couchant glorieux, si je n'avais vu une fois de plus, en face d'adversaires indignes et lâches, l'admirable cohorte des soldats des forces de l'ordre. Aucun ne m'en voudra de saluer parmi eux, sans diminuer personne, nos miliciens parce qu'ils sont volontaires, nos miliciens sereins, disciplinés et dévoués jusqu'à la mort. Dans les villages où ils étaient arrivés, on les regardait avec méfiance. On ne connaissait que leur légende défigurée par Londres et par Alger. Quelques heures après, il n'en restait rien. Et dans un village où on les voyait partir pour rejoindre les bandits qui essayaient de fuir, les paysans demandèrent des armes et les aidèrent spontanément à capturer ceux dont ils avaient enfin reconnu le véritable caractère.

On peut mettre en doute le revirement subit des paysans, et leur zèle à pourchasser les maquisards vaincus, d'autant que les récits des survivants témoignent au contraire de la solidarité active des habitants à l'égard des fugitifs¹. On peut également rappeler que la Milice s'est effectivement distinguée "dans la répression du maquis des Glières. Non, certes, par ses piètres vertus militaires qui avaient conduit la Wehrmacht à mener seule l'assaut. Mais par sa rage sanguinaire, puisque revenait à cette (basse) police le douteux privilège de trier les résistants capturés, de les torturer, pour les remettre *in fine* aux mains de l'occupant" (Azéma *et al.* 1997 : 111).

Jacques Delpérié de Bayac conclut la revue de ces éditoriaux par la remarque suivante : "Si Philippe Henriot se montre si sévère à l'égard des vaincus, c'est d'abord parce qu'il appartient au camp des "vainqueurs", ensuite parce que lui-même n'a jamais eu à connaître aucune des péripéties de la guerre quand on la fait : réformé, jamais il n'a porté l'uniforme français, il n'a jamais été au feu. Rappelons-nous, en outre, qu'à l'heure où Philippe Henriot débite ce tissu d'infamies, le capitaine

¹ Voir par exemple Paisant (1994 : 165-181).

Anjot est mort depuis deux jours, tué en combattant par les Allemands, ces Allemands dont le fils d'Henriot, membre de la N.S.K.K., porte l'uniforme ¹" (Delperrié 1969 : 350).

Les comptes rendus d'Henriot furent largement diffusés par les journaux, tant vichystes que collaborationnistes ; la consigne n° 1 502 de la censure (7 avril 1944) stipule que les journaux publieront obligatoirement la dépêche : "M. Philippe Henriot stigmatise les officiers révoltés contre leur patrie" (Limagne 1947 : 1905). Selon les rapports des préfets pour le mois d'avril 1944, ces comptes rendus auraient eu un effet réel sur l'opinion, provoquant un net recul des sentiments favorables à la Résistance ; seule, la Haute-Savoie n'aurait pas été affectée, les auditeurs accusant Henriot d'avoir déformé la vérité (H. R. Kedward, *in* Hirschfeld *et al.* 1989 : 43).

La riposte de la B.B.C.

Selon les analyses réalisées par le service du "contrôle technique" de Vichy au cours des premiers mois de 1944, deux tiers des Français auraient exprimé une opinion favorable à Philippe Henriot. Sur la totalité des messages interceptés (lettres et communications téléphoniques), ceux qui font allusion aux questions politiques d'actualité représentent entre le quart et la moitié du total. Leur analyse débouche sur les décomptes suivants (Nans 1996 : 434-435) :

Opinions	Janvier 44	Février 44	Mars 44	Avril 44	Mai 44
- favorables à Ph. Henriot	78 %	61 %	73 %	68 %	71 %
- défavorables à Ph. Henriot	22 %	39 %	27 %	32 %	29 %
Base des pourcentages	?	815 672	1 056 424	1 105 224	1 177 794

Certes, comme dans toute analyse de contenu, la valeur de ces décomptes dépend des indicateurs choisis pour coder les énoncés. Mais cette influence est corroborée par de nombreux rapports reçus par le Commissariat à l'Information du C.F.L.N., qu'il s'agisse d'extraits de rapports officiels du gouvernement de Vichy (Renseignements Généraux, préfets) ou d'analyses d'informateurs de la Résistance métropolitaine. Pour la France Combattante, la question primordiale est de savoir de quelle nature est l'influence que les éditoriaux du Secrétaire à l'Information et à la Propagande exercent sur l'opinion ; si cette influence est néfaste, comment la contrer efficacement, alors qu'à la veille du débarquement allié, les Français doivent plus que jamais être unis pour chasser les occupants du territoire national ? Or, à cette époque troublée, la propagande était une lutte de tous les jours : "Alors nous étions pris dans un réseau, et, des paroles aux actes, le passage était rapide : tout converti de "l'ordre nouveau", tout auditeur de Philippe Henriot était un dénonciateur en puissance. Mais celui que la Résistance ralliait à sa cause était un soldat enlevé à l'ennemi et gagné pour la nation" (Domenach 1950 : 44).

¹ Le fils cadet de Philippe Henriot, André, est engagé volontaire dans le *Nationalsozialistisches Kraftfahrerkorps* (NSKK), section motorisée du Parti Ouvrier National Socialiste Allemand (NSDAP), qui assure alors le transport des troupes allemandes combattant en Italie (Delperrié 1969 : 350 note, 514). D'où la réponse d'une des personnes interrogées par le S.S.S. : "son fils est un bandit".

Les éditoriaux de Philippe Henriot nuisent-ils à la France Combattante ?

L'un des animateurs de l'émission "Les Français parlent aux Français", Jean Oberlé, écrit dans ses souvenirs : "En 1943, nous eûmes en face de nous un adversaire de taille, Philippe Henriot. Quand je dis adversaire de taille, c'est en le comparant à ce que Radio-Paris et Radio-Vichy nous avaient opposé jusqu'alors. Ce n'est pas que j'aie la moindre admiration pour le style de Philippe Henriot, ou pour son caractère. Loin de là. Lorsqu'on lit ce qu'il appelait ses "éditoriaux", on en mesure aussitôt le creux et l'emphase. Quant à son caractère, il tenait surtout du maître fourbe. Mais il est incontestable qu'il a eu, sur une partie de l'opinion publique française, une influence assez grande. [...] Quel était le principal atout de Philippe Henriot ? Sa parole. Quels étaient ses principaux arguments ? Les bombardements de l'aviation alliée, le "terrorisme" des hommes du maquis et la crainte du bolchevisme. C'étaient des arguments pour gens timorés, pour gens apathiques, et, dans beaucoup de cas, ceux qu'on appelle des "petits bourgeois". Mais la clientèle, le public de Philippe Henriot, n'était pas limité à une classe sociale. [...] Philippe Henriot "parlait bien". Voilà ce que m'ont dit bien des gens qui l'ont écouté et qui, protestant plus ou moins violemment contre le sens et la portée de ses paroles, reconnaissaient la force du verbe et la magie de l'éloquence" (Oberlé 1945 : 211-214).

L'impact de ses discours sur les auditeurs rend Philippe Henriot d'autant plus dangereux aux yeux des Français Libres. Selon l'historien britannique H. Roderick Kedward, "les discours radiodiffusés de Philippe Henriot jouaient sur la peur des communautés rurales, en répétant insidieusement que chaque "coup de main" du maquis entraînait dans une stratégie à long terme visant à établir le pouvoir communiste en France. Henriot, l'instrument de la propagande de la Milice, était, à bien des égards, beaucoup plus menaçant pour le maquis que les forces allemandes" (Azéma *et al.* 1993, 2 : 287).

Le service courrier du Commissariat à l'Intérieur du CFLN a reçu un rapport daté du 10 février 1944 signalant l'intérêt que rencontrent ces émissions (AN 41F/347)¹ : "Les éditoriaux de Ph. Henriot captivent l'attention de tous les auditeurs français. Même ceux qui se promettaient de fermer l'oreille à ses paroles, l'écoutent invariablement. On est d'accord dans tous les milieux politiques pour lui reconnaître des qualités oratoires inconnues jusqu'à ce jour parmi tous ceux qui s'adressent aux sans filistes² français ; beaucoup admirent ce dynamisme et cette riposte, ceux-là mêmes qui sont opposés à la politique du Gouvernement français. Tantôt ironique tantôt grave et sévère, la parole d'Henriot porte des fruits certains et nombre de gens s'interrogent et se demandent si les radios étrangères ne les ont pas induits en erreur. On dit que le Secrétaire à l'Information est en train de convertir avec succès les masses longtemps soumises à la seule influence étrangère, au moment où rien de notable et de patent ne venait la contrebalancer efficacement. La propagande est en bonnes mains, dit-on chez les nationaux et les gens ordonnés et paisibles".

Au cours des mois qui suivent, les rapports alarmistes se multiplient. L'un d'eux, "Nécessité d'une riposte à Henriot", daté du 31 mars, insiste, dans le vocabulaire d'un officier d'artillerie, sur la nécessité d'une contre-offensive ("contre-batterie") à la propagande de cet "ancien répétiteur de troisième au collège Tivoli de Bordeaux, tenu par les Jésuites, où il a lui-même fait ses études", et qui, "pourvu d'un organe sonore cuivré et tranchant, exerce, depuis bientôt trois mois, sur l'opinion française, une action qu'il serait vain et dangereux de dissimuler" (AN 41F/347). Plus sérieux dans la forme, mais aussi alarmiste, un rapport daté du 3 avril, intitulé "Philippe Henriot et la contre-propagande de la BBC" (AN 1aF/3742), souligne la nocivité des éditoriaux de Philippe Henriot :

¹ L'indication de la source du document a été découpée sur l'original conservé aux Archives Nationales. Le vocabulaire utilisé dans la dernière phrase donne à penser qu'il s'agit de l'extrait d'un rapport des Renseignements Généraux ou d'un rapport préfectoral, plutôt que d'un texte rédigé par un Résistant.

² C'est-à-dire aux auditeurs de la radio (T.S.F. = téléphonie sans fil).

Le premier danger qui à l'heure actuelle menace la cause de la France ainsi que la force négative la plus efficace dans son travail destructeur, ce sont les discours que Philippe Henriot fait à la radio de Vichy.

C'est là un sentiment unanime et de toutes les couches sociales, il nous arrive cette même réflexion : "Philippe Henriot est un salaud, ce qu'il dit n'est que trahison, mais..... ses propos ont vraiment l'air de tenir debout. Ah, si seulement il avait été de ceux qui parlent pour notre cause à nous !" À quoi s'ajoute la remarque de tous les observateurs : "Philippe Henriot porte !".

Car Philippe Henriot porte. Les gens vous crient que c'est un traître et on le conspue à tout propos, mais c'est pour mieux pouvoir avouer par la suite que dans ce qu'il dit il a tout de même un peu raison. Et ça, ça veut dire que les discours de Henriot "portent". [...]

Car en dehors du fait que ses discours sont très bien faits et très bien dits, Philippe Henriot bénéficie d'une circonstance heureuse entre toutes et d'un apport autrement puissant pour la cause qu'il défend : le débarquement qui ne se produit pas ! [...] C'est là à vrai dire la seule et immense force de Philippe Henriot, qui tous les jours et deux fois par jour, remue avec méthode et sadisme le poignard du doute dans la plaie déjà trop profonde d'une France ensanglantée.

"Philippe Henriot est un salaud, Philippe Henriot a raison" et la foule française ouvre tous les jours - avec gêne peut-être, mais avec un plaisir malsain - le bouton de la boîte à ondes pour écouter le diable lui seriner les quatre vérités. Voilà le grand danger !

Ce constat est suivi d'une vive critique des émissions françaises de la BBC : "la contre-propagande agit non seulement sans efficacité, mais elle agit mal". Suit l'exemple de l'émission de la BBC du dimanche 26 mars 1944 à 21 heures 15¹, dans laquelle on a entendu successivement des conseils de résistance ineptes (refuser de servir les miliciens), les confidences d'une gentille française qui sert le thé aux aviateurs du groupe "Lorraine", et une chanson (mal) chantée par Pierre Dac, annonçant la mort prochaine de l'ennemi commun. Et de conclure : "Il faut rapidement trouver quelque chose de plus puissant pour contrecarrer Philippe Henriot !".

Un document non signé, reçu le 11 avril 1944 par le Commissariat à l'Intérieur du CFLN (AN 41F/347), souligne en ces termes "le danger de la propagande de Philippe Henriot" (cité *in extenso*) :

On ne saurait trop signaler quelle importance a pris l'activité de Ph. Henriot et la gravité des dangers que ses éditoriaux constituent pour la cause des Alliés.

En un temps relativement bref, cette propagande a gagné un terrain considérable. La Radio de Vichy que bien des gens n'écoutaient plus, est maintenant suivie régulièrement par un très grand nombre de Français de toutes classes. Henriot a été considéré d'abord avec curiosité et ironie, comme une attraction ; désormais, il possède un auditoire attentif. Après s'être étendu en surface, il travaille en profondeur jusque dans les milieux ouvriers et ne rencontre jamais l'indifférence.

Il intéresse pour convaincre. Stimulés par sa verve, les collaborateurs et leurs partisans parlent plus haut. Les indécis, favorables au fond aux Nations Unies², mais qui se piquent d'objectivité, adhèrent parfois, sinon à sa doctrine, du moins à ses arguments. Des patriotes avérés même, apportent une sorte de coquetterie à reconnaître ouvertement ses qualités intellectuelles.

Ceci entraîne des conséquences singulièrement graves, car à la faveur de l'intérêt que suscite sa personnalité, il fait passer des arguments que peu de gens se hasardent à examiner et qui se déposent lentement dans les consciences.

C'est ainsi qu'il a jeté la confusion dans des idées que personne avant lui n'avait réussi à brouiller. Son action, en ce qui concerne le maquis et les réfractaires par exemple, a causé des dommages formidables.

Henriot est parti du fait d'ailleurs incontestable que la majorité de la population réproche tous les excès, d'où qu'ils viennent.

Qu'il soit parvenu, une seule fois, et le cas a malheureusement été plus fréquent, à prouver que des réfractaires s'étaient livrés, poussés par la nécessité, à des actes répréhensibles, c'était suffisant pour confondre les jeunes du maquis, et des bandits de droit commun sous l'épithète générale de terroristes.

¹ Cette émission devait effectivement présenter peu d'intérêt, car elle n'a pas été retenue dans *Les voix de la liberté. Ici Londres, 1940-1944* (Crémieux et al. 1975-1976).

² C'est-à-dire aux Alliés.

Une telle appellation excuse évidemment toutes les mesures de rétorsion qui pourraient être prises. Henriot a mis en jeu dans cette manœuvre tout son talent, allant jusqu'à distinguer des "Terroristes" punis de peines atroces, les réfractaires simples qui seraient bien accueillis en cas de reddition volontaire. Et cette manœuvre n'a pas entièrement échoué.

Il est permis de croire que l'action entreprise par Darnand et sa Milice contre les maquis, aurait soulevé une indignation telle qu'elle s'en fut trouvée gênée, voire empêchée, si Henriot n'avait préalablement jeté le trouble dans les esprits, dissolvant ainsi une résistance éventuelle du pays.

Sur les méthodes de propagande qu'il a employées pour obtenir ce résultat, il y a peu de choses à dire. Elles apparaissent clairement à l'audition et ne présentent, hormis celles qui ressortissent à sa personnalité aucun trait particulièrement original. On doit souligner pourtant qu'il a basé le ton de ses harangues sur les sentiments réels du pays, déclarant ouvertement ne nourrir aucune illusion sur l'esprit de résistance qui anime chaque Français. Puis il a fait appel "à la raison de ses compatriotes". C'était habile !

Quoi qu'il en soit, il importe de mettre fin d'urgence à cet état de choses. Il faut maîtriser dans les moindres délais, le flottement qui tend à se manifester chez certains, à l'heure même où le maximum d'énergie doit être concentré pour préparer une action alliée et mettre en échec les mesures de déportation et de terreur policière dont l'arrivée de Déat au gouvernement laisse prévoir une aggravation.

De l'examen en France même des règles générales à suivre dans ce but, les points suivants paraissent pouvoir être dégagés :

1 - Il serait bon d'éviter dans toute la mesure du possible le retour de certains faits qui ont pu se produire et qui fournissent à M. Henriot de si précieux arguments.

2 - On doit s'attacher à combattre cette propagande par une contre-propagande résolue. Celle-ci s'exercerait à la fois à l'intérieur du Pays lui-même et avec plus de poids encore aux émissions de la France Combattante.

3 - Dans ce dernier cas, il semble qu'il faille éviter d'étendre cette contre-propagande sur l'ensemble d'un programme et qu'il serait opportun d'y consacrer une chronique spéciale.

La meilleure formule consisterait à répondre immédiatement dans cette chronique aux éditoriaux de Henriot en récusant les faits qu'il avance et en réfutant ses arguments. Quels que soient les risques présentés par les joutes oratoires, l'engagement avec Henriot d'une polémique sur un point particulier peut dans certains cas, l'obliger, sous peine de paraître s'avouer vaincu, à limiter son action en la restreignant à ce point. Au reste, il ne faut pas craindre en le prenant directement à partie, de paraître attacher trop d'importance à ce personnage qui a pris une importance réelle.

Si l'on désire cependant écarter cette solution, il serait possible de faire de cette chronique une réfutation générale des plus récents moyens de propagande employés par l'ennemi. Henriot, par la force des choses, y aurait une large place. Cette causerie toute défensive peut-être, mais d'une grande portée, remettrait chaque soir un peu de clarté dans les esprits et dégagerait le terrain avant la propagande positive proprement dite.

À défaut d'autre solution plus pacifique, il me semble que les organismes d'action trouveraient matière à mettre en avant de la main leurs éléments en s'efforçant de supprimer la source directe de cette propagande.

Toutefois, les avis sur la nocivité des éditoriaux de Philippe Henriot ne font pas l'unanimité chez les informateurs de la Résistance. Tous en effet ne partagent l'inquiétude exprimée dans les rapports précédents. En témoigne le rapport de l'agent "Avoine", daté d'avril 1944, intitulé "Les réactions de l'opinion publique à l'égard des éditoriaux prononcés par Philippe Henriot" (AN 1aF/3742). Ce rapport se décompose en deux parties : un "rapport officiel (extrait d'un rapport des Renseignements Généraux)", suivi des "commentaires de l'informateur"¹. Le rapport des RG (pages 1 à 3) constate que le nombre des auditeurs de Henriot s'accroît de jour en jour, surtout dans les milieux bourgeois, et les milieux les plus opposés à la politique du gouvernement. Dans la bourgeoisie, ces éditoriaux accentuent le revirement qui a suivi l'exécution de Pucheu. Dans les autres milieux, on écoute Henriot, mais on le critique : il dit des choses sensées, mais ne dit pas la vérité entière, et il passe sous silence les arguments contraires à ses opinions. Les ouvriers ne l'écoutent guère, préoccupés qu'ils sont par les départs pour l'Allemagne : "Le prochain départ massif d'ouvriers français pour l'Allemagne a été un

¹ Faute d'autres informations, on peut se demander, à la lecture de ce texte, si le policier des RG, rédacteur de la première partie, et l'informateur "Avoine", auteur de la seconde, ne sont pas une seule et même personne.

cruel réveil pour les uns ou une démonstration péremptoire pour les autres. En tout état de cause, il a été permis d'enregistrer un revirement subit. Dans les milieux populaires, on ne doute plus que l'emprise allemande sur le gouvernement français soit de jour en jour plus forte. Les ouvriers ont la nette impression qu'à la place de zélés défenseurs de leurs intérêts, ils n'ont plus, à la tête de la nation, que des serviteurs des intérêts allemands. [...] Les discours du Secrétaire d'État à l'Information et à la Propagande tombent dans un milieu hostile qui réfute les arguments de l'orateur en prétendant que ce qu'il peut dire n'est que mensonge. Dans ces milieux, on entend fréquemment dire : "Henriot s'est bien gardé d'annoncer que les Allemands ont participé aux opérations de Haute Savoie" ¹. En conclusion, "il semble que les éditoriaux du secrétaire d'État à la Propagande et à l'Information sont écoutés par un nombre de plus en plus important d'auditeurs de tous les milieux. Si le nombre des convertis ne paraît pas, à première vue, aussi conséquent qu'on pourrait le croire, il n'en reste pas moins que les causeries de M. Philippe Henriot laissent une profonde empreinte dans l'esprit de tous et particulièrement des auditeurs connus pour leurs sentiments hostiles à la politique du gouvernement".

Dans la seconde partie du rapport (page 3), le jugement de l'informateur paraît annoncer les réponses que l'enquête du S.S.S. recueillera le mois suivant :

À n'en pas douter, les éditoriaux du Radio-Journal de France, prononcés chaque soir par le Secrétaire d'État à la Propagande et à l'Information, sont très écoutés et très suivis, mais surtout parce qu'ils suscitent au sein de l'opinion un vif mouvement de curiosité. Beaucoup de gens attendent en effet l'heure de la diffusion du Radio-Journal de France et se demandent quel sera le sujet que l'orateur développera.

Aussi le lendemain ces causeries sont-elles largement et très diversement commentées.

L'on reconnaît à M. Philippe Henriot d'indéniables qualités d'orateur, certains prétendant même qu'il a du talent ; on le trouve captivant, sachant intéresser ses auditeurs, tour à tour spirituel, mordant, incisif, ironique, souvent violent et narquois, mais son accent nasillard, affirment certains, a quelque chose de crispant qui fait que lorsque le ton de sa voix s'enfle on dirait que l'orateur devient sarcastique et même méchant. Cependant, si les commentaires, même ceux émanant de personnes peu portées aux louanges envers le secrétaire d'État à la Propagande et à l'Information, s'accordent pour estimer ses mérites, les idées développées sont sujettes à contestations et à critiques et c'est sur ce point que, tout compte fait, ces causeries ne modifient guère l'attitude ou les convictions de ceux qui les écoutent. [...]

Bien que l'on admette que M. Henriot dise parfois des choses justes et des vérités, ses paroles produisent peu d'effet. Dans certains milieux : Milice, dirigeants légionnaires, quelques catégories de la bourgeoisie, l'on se félicite de l'initiative du Secrétaire d'État à l'Information et à la Propagande et l'on parle de "l'influence heureuse" que produisent ses causeries de tous les soirs sur l'opinion publique ; aussi dans ces milieux où l'on ne tarit pas d'éloges sur la verve et la volubilité de l'orateur, se montre-t-on auditeurs assidus, enchantés et les paroles de M. Henriot reçoivent une approbation sans réserve.

Ceci ayant été noté et recueilli en toute objectivité, il convient de résumer le résultat des investigations poursuivies dans le but de connaître le sentiment moyen de l'opinion en disant que, si M. Henriot est très écouté, très suivi même, ses éditoriaux ne produisent certainement pas l'effet recherché. Les personnes qui l'écoutent avec le plus d'intérêt sont acquises par avance aux idées développées, les hésitants cherchent à rester dans un juste milieu, n'arrivent pas à se faire une opinion, partagés entre l'écoute de la radio anglaise et de l'éditorial, quant aux personnes réticentes, et l'on doit convenir qu'elles sont une majorité, leur position n'est pas modifiée.

À la même époque, un rapport des RG de Briançon, daté du 14 avril, intitulé "L'opinion publique en face des éditoriaux du Radio Journal de France par Philippe Henriot" (AN 1aF/3742), confirme que, dans les milieux populaires, l'influence de ces éditoriaux est faible, voire contre-productive :

Les éditoriaux du radio journal de France sont jugés diversement selon les classes sociales.

¹ Il s'agit de l'assaut allemand contre le maquis des Glières.

Parmi les classes laborieuses, ces émissions sont rarement écoutées. En effet, la masse des travailleurs, anti-collaborationnistes et dans l'ensemble peu favorable au gouvernement actuel, ne prise pas cette propagande qu'elle considère comme servant l'intérêt de l'Allemagne.

Dans ce milieu où il existe une certaine sympathie en faveur des Russes, les attaques systématiques contre les communistes et les gens du maquis sont mal vues.

Les ruraux se montrent assez indifférents et n'attachent pas une grosse importance à ces éditoriaux qu'ils commentent peu. Seules les questions d'ordre économique les intéressent au plus haut point. Cependant, chez eux aussi la question collaboration est la principale critique formulée à l'encontre du Secrétaire d'État.

Dans les milieux sociaux plus élevés, ces émissions sont assez suivies. On les écoute à titre documentaire et en général la sincérité de l'orateur est mise en doute. Il est à noter que les émissions étrangères influent énormément sur les esprits et portent tort à la propagande gouvernementale.

Toutefois de nombreuses personnes l'approuvent dans ses assertions contre le communisme et l'on s'accorde à reconnaître avec lui que le communisme est le principal instigateur des attentats et lâches agressions.

En conclusion, dans toutes les classes de la société, on admet que Ph. Henriot est un talentueux orateur, faisant preuve de cran et de courage malgré les nombreuses menaces dont il est l'objet. Le principal grief qui lui est fait est d'être fervent collaborateur et on le taxe d'agent à la solde de l'Allemagne. C'est d'une façon unanime que les pro-allemands l'approuvent sans réserve. Il convient de signaler que les attaques contre la radio et la presse suisse trouvent beaucoup d'échos réprobateurs.

D'ailleurs, dans un rapport daté du 31 mars 1944, le préfet d'Ille-et-Villaine déclarait déjà : la propagande de Philippe Henriot "est trop tardive et a à lutter avec un état d'esprit affermi par plus de trois ans de propagandes étrangères" ; elle ne peut donc plus changer les tendances profondes de l'opinion. De plus, selon les contrôles postaux, les préoccupations des Français en mars 1944 étaient, dans l'ordre décroissant d'importance (les chiffres sont arrondis) : 1) les évacuations (21 000 mentions), 2) le ravitaillement (8 300), 3) le terrorisme (1 100), 4) les pouvoirs publics (800) (cité par Foulon 1975 : 13-14). Jean-Marie Flonneau confirme : "si la propagande de Philippe Henriot dénonçant le danger communiste ébranle l'opinion des notables, globalement, elle ne la retourne pas" (*in* Azéma *et al.* 1992 : 515-516).

En résumé, personne ne met en doute l'intérêt que les éditoriaux de Philippe Henriot suscitent dans une large partie du public ¹, en raison de la personnalité et des talents oratoires de son auteur. Les attaques de Henriot contre la presse et la radio neutres, suisses en particulier, sont perçues comme un manque d'objectivité (déjà relevé dans le rapport "Avoine", où Henriot est pour cette raison taxé de parti pris). Il est possible que la crédibilité des éditoriaux de Henriot se soit émoussée au cours des semaines : si les premiers rapports s'inquiètent de leur influence sur l'opinion, les rapports plus récents établissent que cette influence s'exerce surtout sur ceux qui sont déjà convaincus. Toutefois, ces analyses confirment que les plus exposés à cette influence se recrutent dans la bourgeoisie ; or, dans le sondage S.S.S. (qui n'interroge pas les collaborationnistes), ce sont les patrons et les "neutres" qui se déclarent y être les plus sensibles.

Mais cette convergence des rapports récents avec les données recueillies par le S.S.S. n'est qu'une indication à considérer avec prudence. Ce n'est pas parce que les personnes interrogées répondent "les discours de Philippe Henriot ne portent pas sur moi" que ces discours ne laissent pas une trace dans leur esprit, au point de risquer d'ébranler leurs convictions à force de répétition ². C'est pourquoi les animateurs des émissions de la France Combattante (à la radio de Londres, d'Alger, ou de

¹ Un rapport d'origine non précisée (RG ou préfet), daté du 4 mai 1944, et intitulé "Les éditoriaux d'Henriot seraient très écoutés", précise que même les plus hostiles à la collaboration écoutent ces éditoriaux : "Bien que les populations de mon secteur soient en grandes proportions restées favorables au front populaire [...] elles n'en prêtent pas moins d'attention à ce que dit M. Henriot" (AN 41F/347).

² Il faut se garder, à la lecture de données d'enquêtes, de prendre les réponses des personnes interrogées au pied de la lettre : répondre : "les discours de Philippe Henriot ne portent pas sur moi" n'a guère plus de sens que de dire : "la propagande politique n'a aucun effet sur mon vote", ou : "la publicité ne modifie en rien mon comportement d'achat".

Brazzaville) avaient en définitive de bonnes raisons de rechercher par quels moyens de contrer les effets, réels ou supposés, de la propagande de Henriot sur l'opinion en France occupée.

Comment riposter à la propagande de Philippe Henriot : la solution Pierre Dac.

Un "Rapport sur l'opinion des gens", adressé par des Résistants de Grenoble au Commissariat à l'Intérieur du Gouvernement Provisoire de la République le 17 mai 1944 (AN, 72AJ/563, dossier "opinion publique"), déplore qu'aucun orateur de la BBC ne soit capable de répondre efficacement à la propagande de Philippe Henriot :

Que dire des critiques formulées au sujet des diverses radios de propagande ? Tout a été dit, et rien n'a été fait... et l'on taxera sans doute de pessimisme ou de mauvaise foi le fait de répéter encore qu'il est anormal de ne pas trouver dans la masse des Français "en bonne santé en Angleterre" un avocat ou un professeur capable de parler au micro avec un peu plus de souffle et de diversité que le porte-parole de la F[rance] C[ombattante] ¹... et susceptible de répondre à Henriot par des faits, des faits que nous transmettons chaque semaine, et qui apparemment ne servent qu'à grossir les dossiers...

C'est entendu Henriot ment, mais nous manquerions à notre devoir d'informateur sincère en ne disant pas qu'on l'écoute, et que ses paroles fausses et dorées font leur chemin, même inconsciemment dans les esprits qu'à Londres on suppose bien plutôt gagnées à la cause alliée...

C'est à peu près à la même date que l'équipe de "Les Français parlent aux Français" décide de faire appel à Pierre Dac pour donner la réplique à Philippe Henriot. Dans la France de l'avant-guerre, Pierre Dac est un fantaisiste très populaire. "Né le 15 août 1893, à Châlons-sur-Marne, Pierre Dac, de son vrai nom André Isaac, a exercé divers métiers, représentant, homme sandwich, chauffeur de taxi, puis chansonnier dans les grands cabarets parisiens où il est sacré "Roi des loufoques" ². À partir de 1935, il triomphe sur les ondes françaises avec "Le club des loufoques", ou encore l'émission légendaire "La course au trésor" lancée en 1936 sur le Poste Parisien et dans laquelle les participants devaient rapporter le plus vite possible, au studio, dix objets insolites. En mai 1938, il lance un journal satirique, *L'os à moelle*, présenté comme l'organe officiel des loufoques, mais avec l'occupation allemande, Pierre Dac doit se réfugier en zone libre, à Toulouse. Bien décidé à rejoindre de Gaulle, après deux tentatives de passage par les Pyrénées, et un an et demi d'internement dans diverses prisons espagnoles, il parvient finalement à Londres" (Luneau 2005b : 219).

Léon Morandat avait sans succès proposé de recruter Pierre Dac à la BBC. Dans un télégramme adressé le 26 juillet 1942 à Emmanuel d'Astier de la Vigerie, il déclarait : "Pierre Dac, journaliste speaker et humoriste très populaire, demande à rejoindre Londres. Serait d'un grand secours pour relever émissions radio". Le 2 août, il récidivait : "Proposons Pierre Dac, le nom le plus populaire en France jusqu'à la guerre pour prendre en main partie polémique et humoristique. Venue et apparition Pierre Dac à radio BBC, étant donné étendue de son public ferait sensation en France. Prière pressentir rapidement dirigeants BBC. Pierre Dac présente garanties loyauté absolue et est à disposition". Dans sa réunion du 4 août 1942, le Comité Exécutif de Propagande se montre hésitant, bien que se déclarant "unanime malgré certaines réticences pour réserver à la demande de M. Pierre Dac une réponse favorable. M. Philip réclame seulement qu'on ne donne pas à la future recrue de faux espoirs ou des espoirs prématurés". Un an après, Pierre Dac réussit à rejoindre Alger. Le 10 septembre 1943, le journaliste de Radio France, Marcel Aboulker, en informe Jacques Duchesne, et se dit certain que l'humour de Pierre Dac serait un atout majeur pour la propagande alliée. Jacques Duchesne accepte de recevoir Pierre Dac, précisant toutefois : "La brièveté même des programmes implique que nous devons nous concentrer sur "la guerre par les ondes" et que le domaine de la fantaisie pure ne peut

¹ Maurice Schumann (voir *Cahier* n° 8).

² *Loufoque* signifie à l'origine "fou" en "largonji" (forme d'argot qui remplace l'initiale du mot par un "l", et reporte cette initiale à la fin du mot : "jargon" devient ainsi "largonji"). *Loufoque* a ici le sens d'*excentrique*.

exister que s'il est mis au service de la guerre de propagande" (Luneau 2005b : 218-220, 325 notes 29-32). Pierre Dac arrive enfin à Londres le 13 octobre 1943.

Jean Oberlé raconte ainsi le premier contact de Pierre Dac avec l'équipe de "Les Français parlent aux Français" (Oberlé 1945 : 208-209) :

C'est au cours de l'automne 1943 que Pierre Dac s'inséra dans notre équipe. Il sortait des prisons de Vichy et d'Espagne, dont il nous fit un tableau tragi-comique. D'Espagne, il était allé à Alger, dont l'atmosphère ne lui plut pas du tout ("la température y est de 10 degrés au-dessous de Giraud", disait-il). Son rêve, c'était de venir nous rejoindre à Londres. Il le réalisait enfin. Il nous fit la meilleure impression, par sa modestie et sa gentillesse. Il était cependant une grande vedette de la radio d'avant-guerre mais, comme il le disait : "Ça n'était pas le même genre que vos émissions." Duchesne le prévint : "Ici, c'est le travail en équipe..." - "D'ac !" fit Dac. (Il voulait dire d'accord, je suppose.) Et, avec le calme des vieilles troupes, il resta huit jours sans écrire une ligne, nous écoutant et nous regardant travailler. Au bout de ces huit jours, il apporta sa première chanson : "La défense élastique", selon la formule du Dr Goebbels, et désormais le fleuve de sa production s'écoula d'un cours régulier et abondant. Quantité et qualité, tout y était.

Pierre Dac était conscient des problèmes que posait son arrivée sur l'antenne de la BBC : "Si je ne savais pas exactement ce qu'il fallait que je dise au micro de la France libre, je savais exactement ce qu'il ne fallait pas dire. Car j'avais suffisamment écouté Londres, en France, entre mes séjours en prison, pour espérer suffisamment bien le savoir en l'occurrence nécessaire. Ce qui, toutefois, n'allait pas sans me poser de sérieux et graves problèmes de conscience, étant donné qu'il me fallait parler, avec mon style quelque peu spécial et quelque peu particulier de choses dramatiques et cruciales et d'événements tragiques et cruciaux" (Dac 1972 : 26). Sa première intervention à la radio de Londres, le 30 octobre 1943, fut annoncée en ces termes par Jacques Duchesne (Crémieux *et al.* 1975-1976, IV : 88-89) :

Dans un instant, vous allez entendre Pierre Dac. Prononcer le nom de Pierre Dac, c'est immédiatement évoquer l'avant-guerre. Pierre Dac à la radio, ce sont les souvenirs des émissions de la course au trésor ou des émissions de la S.D.L. La S.D.L., vous vous rappelez ? La Société des Loufoques ! [...]

Depuis le début de 1940, on n'a jamais réentendu Pierre Dac à la radio. On a pu le voir en tournée en Afrique du Nord, en France, dans la zone dite libre, à différentes reprises, jusque vers octobre 1941. Il faisait son tour de chant, un tour de chant plein de coups d'œil complices, et Pierre Dac fut alors molesté par le P.P.F. et interdit dans les Alpes-Maritimes pour s'être moqué de l'occupant italien.

Et puis, Pierre Dac disparut. S'il reparait aujourd'hui parmi nous, c'est après plus de neuf mois de prison et un an de travail dans la Résistance en France même. Celui que vous allez entendre, ce n'est pas seulement l'homme qui fit rire les Français au temps du bonheur de la France, qui les aida à se distraire et à oublier dans le malheur, c'est le patriote qui a souffert et lutté avec vous, et qui vous aidera peut-être un peu par ce qu'on a appelé sa loufoquerie à passer ce dur hiver pendant lequel chaque jour vous attendez la Libération.

Pierre Dac prit alors la parole :

Mes chers compatriotes,

C'est pour moi une extraordinaire sensation que de pouvoir, ce soir, vous parler librement dans ce micro, alors qu'il y a environ deux mois, j'étais encore à méditer, entre les quatre murs d'une cellule, sur l'opportunité d'écrire une pièce de théâtre que j'aurais intitulée : "L'homme d'intérieur malgré lui". Ce qui démontre d'une manière péremptoire, absolue et définitive, que la prison mène à tout, à condition d'en sortir. Je m'efforcerai de m'exprimer sur le mode souriant. Car je crois en la vertu du sourire. Depuis plus de quarante mois, j'ai réussi à la conserver dans des circonstances qui n'ont pas toujours été des plus divertissantes et j'ai acquis, par expérience personnelle, la conviction que le sourire pouvait être souvent un merveilleux tonique. [...]

D'aucuns - dans le camp collaborationniste s'entend - ne vont pas manquer de s'écrier : "Un loufoque à la radio de Londres, cette fois, c'est complet !" Et de ricaner, et de faire de fines plaisanteries en se mettant de grands coups d'eau de Vichy derrière la croix gammée, histoire de souligner le grotesque de l'événement. [...] Ma loufoquerie - puisque loufoquerie il y a - ne m'a pas empêché d'aimer mon pays et de combattre dans l'ombre aux côtés de mes camarades pour reconquérir notre droit de vivre au grand soleil de la liberté. [...]

Mes chers compatriotes, je m'excuse de vous parler ainsi à bâtons rompus, mais je vous avoue qu'après tant de longs mois de silence, la reprise de contact s'avérait pour moi comme une tâche délicate et difficile. [...] Laissez-moi vous donner en guise de conclusion, ce slogan dédié en toute objectivité à ceux qu'anime encore l'esprit - si j'ose dire - de l'hôtel du Parc et de Montoire réunis : *La Révolution nationale a commencé avec un bâton et sept étoiles : elle finira avec une trique et trente-six chandelles !*

Les premières contributions de Pierre Dac à l'émission "Les Français parlent aux Français" ont pris deux formes : il a inventé quelques slogans (détournements de proverbes ou de publicités) et écrit de nombreuses chansons, parodiant ou adaptant de manière satirique des refrains très connus (voir *Cahier* n° 8) ; et il a prononcé un certain nombre d'allocutions contre le régime de Vichy et les collaborateurs français de l'occupant¹. Dans celles-ci, il lui arrivait, comme l'avaient fait avant lui Pierre Bourdan, Maurice Schumann ou Jean Oberlé², d'interpeller directement les deux principaux propagandistes de la politique de collaboration, Jean Hérold-Paquais (Radio-Paris), et Philippe Henriot (Radio-Vichy). Ce dernier n'avait d'ailleurs pas apprécié une chanson diffusée par la BBC le 13 avril 1944 : "Un individu, dont j'ignore le nom et qui se fait appeler Pierre Dac, parce qu'il est sans exemple qu'un Juif n'ait pas rougi de son nom et de sa race, m'a consacré hier au micro de Londres une chanson d'une épaisse et grossière vulgarité. J'en aurais avec bonne humeur accueilli l'ironie, je ne puis qu'en déplorer la bassesse sans doute congénitale à un auteur en qui les Français saluèrent autrefois avec inconscience un des amuseurs qui auront contribué à les corrompre et à les pervertir" (Henriot 1944c, 9 : 14).

Pierre Dac est aussi l'auteur de cette épigramme (Dac 1972 : 165-166) :

Citation à l'ordre de l'Ordre nouveau.

Henriot Philippe, Ministre de la propagande allemande en France.

- Infatigable défenseur des institutions nationales-socialistes.

- Propagandiste actif et dévoué, redoutable et dangereux, rhéteur remarquable et virulent orateur, a su faire tout ce qui était en son pouvoir pour exalter les vertus méritoires du régime nazi.

Cette citation comporte l'attribution de la Croix du Mérite national-socialiste avec ce qui lui pend au nez et l'attend au tournant.

Les joutes radiophoniques entre Pierre Dac et Philippe Henriot.

Les joutes radiophoniques entre Philippe Henriot et les speakers de la radio française de Londres ont commencé le 13 janvier 1944, quelques jours seulement après la prise de fonction de Henriot à l'Information et la Propagande. Ce jour-là, Jean Oberlé annonçait ainsi la nomination de Philippe Henriot (Crémieux *et al.* 1975-1976, IV : 157-158) :

Laval a maintenant un nouveau ministre de la Propagande. C'était depuis longtemps Paul Marion, ancien communiste, doriote et franche canaille. C'est depuis quelques jours Philippe Henriot. Philippe Henriot, député de la Gironde, a des titres éminents à ce poste de chef de la Propagande de Vichy : il fut embusqué dans la dernière guerre ; son fils mort aujourd'hui sous l'uniforme allemand, il parle à la radio

¹ Comme le message au "cher collaborationniste et défenseur de l'Ordre Nouveau", prononcé le 27 avril 1944 (Crémieux *et al.* 1975-1976, IV : 246).

² Voir par exemple Crémieux *et al.* 1975-1976, III : 11-12 ; IV : 128-129, 141, 157-158, 202-203, 252-523.

dans le style déclamatoire de l'ancien Parlement ; il est vénal, il est sans scrupules et il adore les Allemands. Que voulez-vous de plus ?

L'autre jour, à Nîmes, il a parlé, revêtu de l'uniforme de la Milice (pour une fois qu'il porte l'uniforme, c'est du joli). [...] À la fin de la conférence il s'est écrié : "Vive la France ! Vive l'Allemagne !" Si après ça vous n'êtes pas content...

M. Philippe Henriot a déclaré en devenant ministre de la Propagande : "Je suis un ministre partisan." On s'en doutait depuis qu'il défendait à la fois Franco et les faussaires de l'Aéropostale. [...]

M Philippe Henriot a une tâche difficile : la propagande de Vichy ! Ça n'est pas commode. Il se plaint que toute la France écoute la radio de Londres, et que les Français détestent les Allemands. Ça l'étonne, cet homme ! [...]

Et ça ne fait pas que l'étonner, ce Philippe Henriot, ça l'énerve. Il s'écriait l'autre jour : "Dans quelle situation serions-nous si les vœux de tant de nos compatriotes se réalisaient !" Quel aveu ! Oui, les collaborateurs, les traîtres savent qu'ils sont une poignée isolée dans un pays qui les déteste. Ils peuvent agir, ils peuvent périr, ils ne le font que parce que les baïonnettes allemandes les protègent. Le jour où les Allemands seront chassés, la colère et la vengeance des Français éclateront sur cette poignée de canailles.

Le lendemain, c'est Pierre Bourdan qui attaque Henriot, l'accusant de vénalité, et le traitant de "traître larmoyant, compère de Déat, le traître pédantesque, et de Laval, le traître huileux". Ces accusations manquent de nuances : Henriot n'est pas à proprement parler un "embusqué" (il a été réformé pour raisons médicales), et il n'est pas vénal. Aussi répond-il le 15 janvier, soupçonnant le nom d'Oberlé de dissimuler un nom israélite (ce qui est faux), et ajoutant : "Vous parlez de vénalité, Monsieur Oberlé ? Regardez qui vous paie. Les Juifs, les francs-maçons, les communistes, les financiers anglo-saxons, tout ce qui a tenu la France en tutelle pendant tant d'années". Par la suite, il continuera à stigmatiser les "enragés de Londres" : Oberlé, "le raté du crayon" (Jean Oberlé est peintre et dessinateur), "Bourdan bourdonnant", Dac "le loufoque" (Luneau 2005b : 230-231).

C'est au début du mois de mai 1944 que, à la demande de Jacques Duchesne, Pierre Dac accepte la charge de donner systématiquement la réplique à Philippe Henriot dans les émissions de la B.B.C. (Dac 1972 : 194 ; Luneau 2005b : 232). Les débuts de cette passe d'armes ont été remarqués : "Il polémiqua quelque temps avec Philippe Henriot. Celui-ci lui répondit dédaigneusement - et basement - comme un député à un saltimbanque. Mais Henriot était un lâche et un embusqué, et Pierre Dac avait une croix de guerre couverte d'étoiles, gagnées à Verdun en 1916, et dont il ne parlait jamais, car il était aussi modeste que brave" (Oberlé 1945 : 135).

Ayant appris la désignation de Pierre Dac pour lui donner la répartie, Philippe Henriot aura l'occasion de lancer contre lui une attaque frontale. Le dimanche 7 mai 1944, Philippe Henriot avait inauguré à Toulouse l'exposition itinérante "Le bolchevisme contre l'Europe". À cette occasion, il avait prononcé au théâtre du Capitole une longue allocution, très applaudie, retransmise à la radio, au cours de laquelle il avait notamment déclaré (AN, 41F/346 ¹) :

Si je ne craignais au seuil d'un discours qui doit être grave, de paraître peu sérieux, je vous citerais dès le début un mot de Molière : "Je dis toujours la même chose parce que c'est toujours la même chose, et si ce n'était pas toujours la même chose je ne dirais pas toujours la même chose". Et c'est en effet, Mesdames et Messieurs, toujours la même chose. C'est de la même chose qu'il s'agit. Il s'agit de cette menace chaque jour plus tragique, chaque jour plus lourde, chaque jour plus immédiate que le bolchevisme fait peser sur la France et fait peser sur l'Europe. [...]

Et voici qu'aujourd'hui, mai 1944, vous savez bien que je n'exagère pas si je dis que toutes ces espèces d'allégresse facile qu'il y a souvent encore quand je suis venu chez vous - et c'est celle avec laquelle une foule de vos compatriotes se rassurait devant les événements qu'étaient le prochain débarquement et la prochaine libération, s'est transformée chez tous, même chez les fanfarons. Regardez-les bien en face et vous verrez ce que deviendra leur assurance, en une espèce de terreur panique, qui fait

¹ Texte tiré du Bulletin de contrôle de la France Combattante (écoute de la radio), présentant quelques lacunes en raison de mauvaises conditions de réception.

que les gens qui disaient hier "pourvu qu'ils débarquent" disent aujourd'hui "pourvu qu'ils ne débarquent pas". [...] Je vous demande cependant de prendre très au sérieux la menace, et si je vous demande de la prendre très au sérieux, ce n'est pas que je me place au point de vue militaire, mais je me place précisément sur le plan de ce bolchevisme et de ses progrès.

Soyez bien assurés, Mesdames et Messieurs, que si le débarquement a lieu demain ce ne sera ni par la volonté de M. Roosevelt ni par celle de M. Churchill - comme je vous le disais encore à midi à la radio - qui ont le goût des victoires qu'on remporte sans avoir à les gagner, ce sera par la volonté de celui qui est le meneur du jeu depuis longtemps : Staline ; ce sera par la volonté d'un bolchevisme qui estime l'heure venue de réaliser des desseins qui ne sont pas nouveaux. [...]

Est-ce que vous allez comprendre, est-ce que vous allez comprendre qu'il n'y a plus qu'un pas à faire pour que le but de Staline soit réalisé, lui qui disait en 1920 : "J'affirme que le prochain pays bolchévisé sera l'Espagne", et qui disait : "Et je prévois que le troisième sera la France". [...]

Ainsi, les tentacules de la pieuvre s'étendent et nous nous disions déjà, je me souviens de la formule que nous avons employée avant la guerre, quand nous dénoncions déjà le péril du communisme et du bolchevisme, nous nous disions : "Les armées russes ne viendront pas jusqu'ici". Elles y sont déjà.

Le mardi suivant 9 mai, à 21 heures 30, Pierre Dac l'attaquait dans ses "Réflexions sur un discours", rédigées dans ce style "quelque peu spécial et quelque peu particulier" qui caractérise le "roi des loufoques" (Dac 1972 : 190-193) :

J'ai écouté, avec l'attention qu'il mérite, le discours que M. Philippe Henriot vient de prononcer au théâtre du Capitole à Toulouse. Je n'hésite pas à lui exprimer bien sincèrement ma bien profonde reconnaissance pour la façon magistrale et la manière doctorale dont il nous a fait toucher du doigt et sentir du nez le danger dont nous sommes menacés. Quand il dit - je cite ses propres paroles - : Au moment où déjà le bolchevisme plante partout son drapeau rouge, nous savons maintenant le péril qui nous guette."

Une légère critique cependant. En dépit de sa fluviale dialectique, ce discours, d'après moi, souffre d'une évidente insuffisance objective. Que M. Henriot me permette donc de lui apporter ici quelques éléments indispensables, indiscutables, nécessaires et suffisants, pour donner encore plus de poids à sa magistrale démonstration discursive et persuasive. Si j'ai bien compris, voici comment - d'après M. Henriot - va se dérouler le processus des prochains événements.

L'Armée rouge va envahir la France et l'occuper, par moitié d'abord en traçant une ligne de démarcation, en totalité par la suite. Pas d'abjection, Monsieur Henriot ? Pardon, pas d'objection, veux-je dire. Nous sommes bien d'accord ? Rien de similaire ni de semblable en ce qui concerne les Allemands ? Bon. Simultanément, les services administratifs de l'armée d'occupation, de l'armée rouge d'occupation, naturellement - c'est bien ça, Monsieur Henriot, ce n'est pas de la Wehrmacht dont il est question, n'est-ce pas ? installeront un peu partout des kommandanturs soviétiques. Là-dessus, Staline annexera purement et simplement l'Alsace et la Lorraine, et incorporera, sans autre forme de procès, dans les rangs de son armée tous les Alsaciens-Lorrains en âge de porter les armes.

Ce mot d'ordre donné à tous les membres de l'Armée rouge par les services de la propagande bolchéviste sera : "De la correction, toujours de la correction, encore de la correction", en l'imposant, au besoin, par la force. Puis les agents, les argousins, les mouchards de Moscou s'infiltreront partout, aidés dans leur tâche salvatrice par des acharnés pro-bolchévistes français et des anti-nazis de même nationalité, qui leur sont entièrement dévoués.

Je ne me trompe pas, Monsieur Henriot ? Vous n'auriez pas par hasard, entendu parler de la Gestapo ? Non ? Vous n'êtes pas au courant ? Non ? Parfait. Et tout se déroulera comme prévu. Les rouges réquisitionneront, pilleront, affameront, dévaliseront, expédieront des centaines de milliers de Français travailler en Russie, déporteront les suspects et les Juifs, opéreront des arrestations en masse, emprisonneront en foule, tortureront, d'après les plus modernes procédés et raffinements sadiques, prélèveront des otages qu'ils exécuteront pour la plupart et fusilleront par milliers les Français qui seront tentés de leur résister.

C'est bien ça, n'est-ce pas, Monsieur Henriot, qu'ils vont faire, les Rouges ? Il n'y a pas d'erreur ? Ce n'est pas des Allemands qu'il s'agit ? Parce que, tout de même, si les défenseurs de la civilisation européenne étaient capables de commettre de pareils forfaits, vous le sauriez vous, Monsieur Henriot, et, en bon Français que vous prétendez être, votre cœur si sensible et si compatissant éclaterait certainement d'indignation et de douleur.

Et quand M. Henriot (Philippe), s'écrie, à la fin de son discours : "Allons, enfants de la Patrie, contre nous de la tyrannie, un peu partout en Europe, un peu partout dans le monde entier, l'étendard sanglant est levé", on comprend de quoi et de qui il s'agit. Monsieur Henriot, Monsieur Henriot, vous êtes bien sûr n'est-ce pas que ce n'est pas de l'étendard sanglant à croix gammée que vous voulez parler ? Redites-le nous encore, redites-le nous souvent, redites-le nous toujours et plus que jamais pour que même l'ombre du moindre doute ne puisse subsister en notre esprit. Et surtout, oui surtout, parlez-nous de ces bons, de ces grands, de ces braves Allemands, si tendres, si doux, si affectueux, si humains, qui luttent avec tant de courage et tant de grandeur d'âme pour que toutes les épouvantes que je viens d'énumérer ne puissent jamais se produire sur la terre de France.

La réponse de Philippe Henriot ne s'est pas faite attendre. Le mercredi 10 mai, à 19 heures 40, il déclarait (Henriot 1944c, 12 : 8-11) ¹ :

Le 15 août 1893, jour anniversaire de la naissance de Napoléon, s'il vous plaît, naissait à Châlons-sur-Marne un certain Isaac André, fils de Salomon et de Berthe Kahn. Pareil à la plupart de ses coreligionnaires, il était secrètement fier de sa race, mais gêné par son nom. Incapable, bien entendu, de travailler à la grandeur d'un pays qui n'était pour lui qu'un pays de séjour passager, une provisoire terre promise à exploiter, il se consacra à l'œuvre à laquelle tant de ses pareils se sont employés et il entreprit de jouer son rôle dans la démoralisation de ces goyms, pour lesquels les siens ont toujours eu tant de mépris. Une sorte d'esprit dessèchant et ricaneur, une perpétuelle aspersion d'ironie sur tout ce qu'on avait l'habitude de respecter, une sottise corrosive à force d'être poussée à l'extrême lui firent une clientèle. Tout ce qui, chez nous, avait décidé de ne rien prendre au sérieux, tout ce qui essayait d'échapper à la redoutable étreinte d'un devoir sévère par une sorte de blague grossière et épaisse se rua pour l'écouter et le lire. Et je n'ai jamais vu sans une amère inquiétude une jeunesse, certes amie de la plaisanterie sans arrière-pensée, prendre plaisir à une littérature de bas étage, dont l'effarante nullité, barbouillée hâtivement d'une caricature d'esprit, enchantait son goût de la parodie et de l'irrespect. Comme il devait se frotter les mains, le jeune Isaac André, à voir qu'il pipait à son glauve infâme des étudiants, de futurs intellectuels dépravés par ses soins. Son nom était célèbre. Et dans la France de 1939, tel qui ne connaissait pas le nom de Branly, connaissait celui de Pierre Dac, l'homme illustre de *L'Os à Moelle* dont tant de Français faisaient en effet, leur pâture hebdomadaire et qu'ils s'arrachaient aux kiosques des journaux...

Cet Isaac André était, bien entendu, prédisposé à fuir la France à laquelle, en fait, rien ne l'attachait, dès qu'elle se trouva aux prises avec l'épreuve. Il ne trouva pas tout de suite le moyen de s'échapper. Le 16 novembre 1941, il allait passer la frontière espagnole aux environs de Banyuls-sur-Mer, quand il fut arrêté. Le 26 mars 1942, le tribunal de Céret le condamnait à un mois de prison et à 1.200 francs d'amende. Il purgeait sa peine à la prison de Perpignan. Il avait bien entendu déclaré pour sa défense qu'il était en train d'excursionner dans la montagne quand il s'était égaré...

Personne ne comprend mieux que moi cet Isaac en perdition. Ce loufoque qui avait industrialisé la loufoquerie n'avait pourtant pas perdu la carte, bien qu'il en ait dit. Et je ne me soucierais pas de ce faux Dac qui a depuis lors réussi à s'évader, si Londres, décidément à court de speakers, ne l'avait chargé de me répondre. Ce Dac, hier soir à 21 h 30, a daigné s'occuper du discours que j'ai prononcé à Toulouse dimanche. Assurément, personne n'est obligé de se rendre à mes arguments et tout le monde a le droit d'ironiser sur ce que je dis. Et en vérité, ce ne serait pas la peine de payer des gens à Londres si ce n'était pas pour essayer de contrebattre ma propagande qui inquiète visiblement ces messieurs, ce dont je leur suis particulièrement reconnaissant. Mais où nous atteignons les cimes du comique, c'est quand notre Dac prend la défense de la France. Vraiment, les loufoqueries de *L'Os à Moelle* ne m'ont pas toujours fait rire, mais le juif Dac s'attendrissant sur la France, c'est d'une si énorme cocasserie qu'on voit bien qu'il ne l'a pas fait exprès. Qu'est-ce qu'Isaac, fils de Salomon, peut bien connaître de la France, à part la scène de l'A.B.C. où il s'employait à abêtir un auditoire qui se pâmait à l'écouter ? La France, qu'est-ce que ça peut bien signifier pour lui ? [...]

Alors, on vous comprend d'être déchaîné quand vous voyez que les Français ne tiennent pas à voir Staline s'installer chez eux, même par procuration. Vous, cela vous est bien égal que la France soit demain écrasée de bombes, que le débarquement, même s'il doit échouer en fin de compte, amène chez

¹ Une partie de ce discours figure dans le CD annexé à Luneau 2005b (page 24). On relève dans cet extrait quelques différences de détail avec le texte "officiel" publié par le gouvernement de Vichy.

nous une dévastation sans précédent. Vous vous dites qu'il y aura toujours, même sur les ruines, une clientèle pour un *Os*, même sans *moelle*, un public à qui la bassesse fera oublier ses misères et des maîtres pour salarier les amuseurs qui seront en même temps des corrupteurs. Et c'est pourquoi je me sentirais terriblement gêné, si vous étiez dans le même camp que moi. Je me sens une confiance supplémentaire quand je vous vois en face. (La valeur de la cause se mesure à la qualité de ceux qui la défendent.) Et il faut vraiment qu'on soit bien à court d'avocats chez vos patrons pour être tombé de Bénazet en Isaac et s'être résigné à accepter comme porte-parole un homme dont le pseudonyme fait un bruit de chute qui apparaît déjà comme un présage...

Pierre Dac estime que "Philippe Henriot commit une grave et impardonnable faute, en ne se renseignant pas sur mon passé et en ne se documentant pas davantage sur mes antécédents, tant civils que militaires". Il lui répliquait huit jours plus tard dans une allocution intitulée "Bagatelles sur un tombeau" (Dac 1972 : 196-200 ; Luneau 2005b, CD : page 25 ¹) :

Monsieur Henriot s'obstine. Monsieur Henriot est buté. Monsieur Henriot ne veut pas, absolument pas parler des Allemands. Je l'en ai pourtant maintes fois prié, tant par le texte que par la chanson. En paroles et en musique. Peine perdue et rien à faire. [...]

C'est entendu, Monsieur Henriot, en vertu de votre théorie raciale nationale-socialiste, et de vos principes de même ordre, en tant que Juif, je ne suis pas Français. À défaut de francisque et de croix gammée, j'ai corrompu l'esprit de la France avec *L'Os à moelle* et *La Course au Trésor*. Par la suite, je me suis vendu aux Anglais, aux Américains et aux Soviétiques, et pendant que j'y étais, je me suis également vendu aux Chinois, aux Esquimaux et aux Kurdes. Il n'empêche que tout ça ne résout pas pour autant la question : la question des Allemands.

Certes, nous savons que vous êtes surchargé de travail et que, de ce fait, vous ne pouvez pas vous occuper de tout, mais, tout de même, je suis persuadé que les Français seraient intéressés au plus haut degré si, à vos moments perdus - qui, ainsi ne le seraient pas pour tout le monde - vous vouliez bien prendre la peine de traiter des problèmes suivants, dont je vous fais ci-après la nomenclature histoire de faciliter votre tâche et de vous rafraîchir la mémoire.

1° Le problème de la déportation, de l'univers concentrationnaire et du traitement des déportés.

2° Le problème des prisonniers et des assujettis au S.T.O.

3° Le statut actuel de l'Alsace-Lorraine et l'incorporation forcée des Alsaciens-Lorrains dans l'armée allemande.

4° Les réquisitions allemandes et la participation des autorités d'occupation dans l'organisation du marché noir.

5° Le fonctionnement de la Gestapo en territoire français et, en particulier, ses méthodes d'interrogatoire.

6° Les déclarations du Führer dans *Mein Kampf* concernant l'anéantissement de la France.

Peut-être Monsieur Henriot, me répondrez-vous que je m'occupe de ce qui ne me regarde pas. Et ce disant, vous serez logique avec vous-même, puisque, dans le laïus que vous m'avez récemment consacré, vous vous écriez notamment : "Et où nous atteignons les cimes du comique, c'est quand notre Dac prend la défense de la France. La France !... Qu'est-ce que cela peut bien signifier pour lui ?" Eh bien, Monsieur Henriot, sans vouloir engager de vaines polémiques, je vais vous le dire, ce que cela signifie pour moi, la France.

Laissez-moi vous rappeler, en passant, que mes parents, mes grands-parents, mes arrières grands-parents et d'autres avant eux, sont originaires du pays d'Alsace [...]. C'est un beau pays, l'Alsace, Monsieur Henriot, où depuis longtemps on sait ce que cela signifie, la France, et aussi ce que cela signifie, l'Allemagne. Des campagnes napoléoniennes, en passant par celles de Crimée, d'Algérie, de 1870-71, de 14-18, jusqu'à ce jour, on a dans ma famille, moi y compris - j'en porte personnellement les traces dans ma chair et les insignes à ma boutonnière - lourdement payé l'impôt de la souffrance, des larmes, et du sang. Voilà, Monsieur Henriot, ce que cela signifie pour moi, la France. Alors, pourquoi ne pas nous dire ce que cela signifie pour vous, l'Allemagne ?

Un dernier détail. Puisque vous avez si complaisamment cité les prénoms de mon père et de ma mère, laissez-moi vous signaler que vous en avez oublié un : celui de mon frère. Je vais vous dire où vous pourrez le trouver. Si, d'aventure, vos pas vous conduisent du côté du cimetière Montparnasse,

¹ Le CD ne donne que la seconde partie de cette allocution (à partir de : "Peut-être, Monsieur Henriot,...").

entrez par la porte de la rue Froidevaux, tournez à gauche dans l'allée, et à la sixième rangée arrêtez-vous devant la sixième tombe. C'est là que reposent les restes de ce qui fut un beau, brave et joyeux garçon, fauché par les obus allemands, le 8 octobre 1915, aux attaques de Champagne. C'était mon frère. Sur la modeste pierre, sous ses nom, prénom, et le numéro de son régiment, on lit cette simple inscription :

"Mort pour la France, à l'âge de 28 ans".

Voilà, Monsieur Henriot, ce que cela signifie pour moi, la France...

Sur votre tombe, si toutefois vous en avez une, il y aura aussi une inscription. Elle sera ainsi libellée :

"Philippe Henriot, mort pour Hitler, fusillé par les Français" ¹.

Bonne nuit, Monsieur Henriot, et dormez bien, si vous le pouvez.

Selon Aurélie Luneau, cette réplique fit mouche, et "le secrétaire d'État à l'Information et à la Propagande n'entreprendra plus jamais Pierre Dac sur le terrain familial !" (Luneau 2005b : 233). Ceci n'est pas tout à fait exact. Dès le lendemain 19 mai, à 12 heures 40, Philippe Henriot répondait à Pierre Dac qu'il voulait bien parler des Allemands, et répondre à ses questions (tout en précisant qu'il préférerait parler des Français). Reconnaisant les épreuves que constituent le maintien en captivité des prisonniers de guerre, l'intervention de la Gestapo en territoire français, et les représailles douloureuses de l'occupant, il en rejette la responsabilité sur la "dissidence" et la Résistance (Henriot 1944c, 13 : 7-10, *passim*). Mais au début et à la fin de son allocution, il s'en prend à nouveau personnellement à Pierre Dac :

Le nommé Dac a, hier soir, consacré sa chronique à ce qu'il appelle une réponse à Philippe Henriot. Il a changé de ton et quitté le genre loufoque pour le genre dramatique. Et pour me prouver son patriotisme, il me déclare que son frère a été tué en 1915. Allons-nous échanger les morts de notre famille en guise d'arguments ? Le frère de Dac est l'un des 1.750 Juifs tombés pendant la guerre. Mon frère est un des 1.500.000 Français tombés pendant la même période. Nous sommes quittes. Aussi bien la question n'est pas celle des morts, mais celle des vivants. [...]

Et vraiment, je ne sais pas si ce n'est pas pour Dac retomber dans la loufoquerie, où il serait sage de se cantonner, que de venir aujourd'hui poser au patriote intègre, alors que c'est la coalition des Juifs, des communistes et de l'étranger qui, aujourd'hui, mène la guerre contre la France en affirmant qu'elle la mène contre l'Allemagne. [...]

Tel est Dac quand il joue les rôles sérieux. Je le remercie, mes nuits sont excellentes et je souhaite que la présente le trouve de même. Je ne pense pas d'ailleurs qu'il s'imagine qu'il suffirait de lui pour les troubler. Qu'il soit à ce sujet entièrement rassuré. Je ne demande pour lui aucun peloton d'exécution. Le ridicule s'en chargera.

Henriot attaquera de nouveau nommément Pierre Dac le 23 mai (dans une allocution intitulée "Nos juifs et nos patriotes"), lui reprochant d'avoir été, pendant la "drôle de guerre", affecté spécial ² à l'A.B.C. (Henriot 1944c, 13 : 30-31), omettant de parler du comportement de Pierre Dac à Verdun, où il fut deux fois blessé, et plusieurs fois décoré. Il est probable que Philippe Henriot, fils d'officier de carrière, dont le frère était mort pour la patrie, et qui paraissait en uniforme de la Milice, ressentait douloureusement les allusions concernant son absence de passé militaire (due à sa mauvaise santé). Ses adversaires ne se sont d'ailleurs pas privés de le lui rappeler. Par exemple, le 27 avril 1943, Fernand Grenier l'apostropha ainsi dans l'émission "Honneur et Patrie" : "Vous, Philippe Henriot, qui vous disiez trop jeune pour combattre en 1914 et trop vieux pour être mobilisé en 1939,..." (Crémieux *et al.* 1975-1976, III : 145). Jean-Marie Domenach, dans son livre sur *La propagande politique*, prend d'ailleurs comme exemple d'attaque personnelle particulièrement efficace cette pique de Maurice Schumann : "Il nous souvient d'une phrase particulièrement réussie par laquelle le porte-parole de la France libre, Maurice Schumann, ouvrit une de ses émissions dirigées contre la propagande de

¹ À radio Alger, Henri Frenay fait ainsi écho cette épitaphe : "La France, Henriot, n'aura qu'un seul point commun avec vous : ce seront ces deux mètres carrés de terre qu'elle devra céder pour enfouir votre dépouille quand on aura fait justice" (Frenay 1973, II : 99).

² Les affectés spéciaux sont des mobilisés employés dans des secteurs non militaires (publics ou privés), dans lesquels leur qualification est jugée plus utile que sur le front.

Philippe Henriot, chroniqueur de la radio de Vichy ; celui-ci s'était, paraît-il, fait réformer lors de la première guerre mondiale : "Philippe Henriot, auxiliaire de l'armée française en 1915, auxiliaire de l'armée allemande en 1944..." En quelques mots, l'homme était bafoué" (Domenach 1950 : 78). En outre, la BBC et la presse de la Résistance n'ont pas hésité à faire allusion à un cousin de Philippe Henriot, Michel, condamné avant la guerre pour un crime de droit commun ; ainsi, le journal clandestin *Franc-Tireur* écrivait, le 1^{er} mars 1944 : "Le cousin Michel n'avait tué que sa femme. Le cousin Philippe poignarde sa patrie. Belle famille. L'un est au bagne, l'autre en est digne" (cité par Crémieux *et al.* 1975-1976, IV : 158)...

La fin de Philippe Henriot.

Pour mettre fin à l'influence d'Henriot, les Alliés avaient projeté de l'enlever et de le détenir à Londres en attendant son jugement. À la fin du mois de mai 1944, le chef de la section française du SOE (*Special Operations Executive*, services secrets britanniques d'action et de subversion), le colonel Maurice Buckmaster, avait déclaré à Georges Boris et André Manuel : "Kidnappez-le, je me charge du transport à Londres" (Crémieux 1996 : 1066). Quant à la Résistance métropolitaine, elle envisageait plutôt une exécution. Le 19 mars 1944, la Directive numéro 3 du Comité Militaire d'Action (COMIDAC) des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI), siégeant à Alger, stipulait : "Prendre toutes les mesures pour intensifier la lutte contre les traîtres, la Milice, la L.V.F., le P.P.F., etc. En particulier, il est indispensable d'assurer l'exécution de Darnand et de ses principaux collaborateurs, de Déat, d'Henriot. L'E.M.N. devra mettre en œuvre *tous les moyens* pour aboutir au résultat recherché avec certitude" (cité par Noguères 1967-1981, IV : 491).

Philippe Henriot lui-même disait s'attendre à être tué par la Résistance¹. Dans son éditorial du 2 mars 1944, répondant à l'éditorialiste de la B.B.C. Jacques Duchesne, il s'exclamait : "C'est vrai que je ne veux pas que la jeunesse de mon pays soit abusée par des meneurs qui travaillent pour l'Internationale bolcheviste. C'est vrai que je crois qu'il y a autre chose à faire dans notre malheureux pays saignant et épuisé, que de lancer des consignes de mort et de se passer des listes de gens à abattre. C'est vrai, Jacques Duchesne, vous me rappelez avec violence que je figure sur ces listes et vous aspirez au jour où vos amis me logeront dans la tête le plomb dont vous parlez. Je ne ris pas de cette menace. Je ne la prends pas non plus au tragique" (Henriot 1944c, 4 : 30). Dans son dernier éditorial (diffusé après sa mort), il déclarait : "Qu'est-ce qu'on veut que cela me fasse d'être promis aux attentats de *Bir Hakeim*² ou de toute autre feuille clandestine, aux balles de mitraillettes sous lesquelles sont déjà tombés tant de mes amis et de mes camarades ? Si je devais être sensible à ce genre de menaces, il y a longtemps que je me tairais. [...] S'il y a du sang entre nous, c'est vous qui l'aurez versé" (cité par Brissaud 1965 : 423-424).

L'enlèvement manqué.

Le 13 mai 1944, le COMIDAC devient le COMAC (Comité d'Action Militaire), et est rattaché directement au Conseil National de la Résistance (CNR). En dépit de la condamnation à mort de Philippe Henriot prononcée par le COMIDAC, le COMAC penche alors plutôt pour un enlèvement, et il en confie la réalisation à Charles Gonard (*Morlot*), spécialiste des missions difficiles. "Morlot met en place un plan d'action d'une rigueur sans faille. Philippe Henriot sera enlevé, caché provisoirement dans une villa de Seine-et-Oise, puis expédié par avion, à Londres d'abord, à Alger ensuite, où il sera

¹ Le 29 janvier 1944, la radio de Londres lui avait donné ce "conseil" : "si l'instinct de conservation est toujours aussi vivace en vous, au lieu de conseiller aux autres un repli stratégique, hâtez-vous donc de l'effectuer vous-même aujourd'hui ; demain il sera peut-être trop tard" (cité par Giolitto 1997 : 304).

² Revue clandestine fondée en mars 1943, à Bourg-en-Bresse, par le journaliste résistant André Jacquelin.

jugé. Morlot rassemble le plus de renseignements possibles sur les habitudes du ministre qui, lorsqu'il vient à Paris, couche au ministère de l'Information, 10, rue de Solférino. [...] Morlot parvient à circonvenir le concierge, un ancien combattant de 14-18, qui a des sympathies pour la Résistance. Celui-ci lui fournit le plan de l'immeuble, avec l'emplacement de la chambre du ministre. Il accepte en outre de le renseigner sur les allées et venues de Philippe Henriot. Puis Morlot constitue son commando d'attaque et met au point sa stratégie". Seize hommes, répartis en trois groupes, armés de mitraillettes, utiliseront trois voitures ; Charles Gonard s'est procuré une carte de milicien, au nom de Charles Gonin, sur laquelle il a collé sa photographie (Giolitto 1997 : 311, 313).

Le 27 juin 1944, Philippe Henriot se rend de Vichy à Paris avec son épouse, pour assister à un conseil des ministres ; il compte rentrer à Vichy le soir même par un train de nuit. Mais le conseil est reporté au lendemain, et le couple se voit contraint de passer la nuit à Paris. Dans l'après-midi, il accompagne à la gare de Lyon son fils cadet, André, qui doit rejoindre en Italie son corps (NSKK) qui lutte contre les Alliés. Après être allé au cinéma, le couple Henriot se rend dans le logement de fonction dont il dispose au ministère de l'Information, accompagné d'un seul milicien chargé de sa sécurité. Comme le garde du corps n'a pas dîné, Henriot le libère, et reste seul avec son épouse.

Le commando du COMAC a été prévenu de l'arrivée du couple Henriot par le concierge. Le 28 juin, à 5 heures 40 du matin, il pénètre dans les locaux du ministère, après avoir fait prisonniers les gardiens de la paix en faction devant la porte. Ayant neutralisé les autres gardiens qui se tiennent à l'intérieur, et coupé les lignes téléphoniques, le commando contrôle totalement le bâtiment. Charles Gonard, accompagné de deux membres du commando, se rend à l'appartement de Philippe Henriot, et se fait ouvrir en se présentant comme une brigade de la Milice chargée de prévenir un enlèvement du ministre par des terroristes ; comme preuve de son identité, il a glissé sous la porte sa fausse carte de milicien. En les voyant, Henriot s'écrie : "Ah ! vous voilà... évidemment : je vous attendais !". Selon le témoignage de Gonard, il tente de les désarmer en saisissant les mitraillettes par le canon ; les résistants tirent alors et blessent Henriot. Celui-ci leur paraissant intransportable dans cet état, ils renoncent à l'enlever, et l'achèvent. Le commando repart sans être inquiété ; l'opération a pris treize minutes (Nans 1996 : 389-393 ; Giolitto 1997 : 311-314) ¹.

Le soir même, à 19 heures 40, heure à laquelle Henriot prononçait habituellement son deuxième éditorial, Pierre Laval prend la parole à la radio (cité par Bourget 1984 : 127) :

Vous attendiez, comme tous les jours à la même heure, [...] la voix de Philippe Henriot. Vous ne l'entendrez plus. Philippe Henriot a été assassiné ce matin au ministère de l'information : il a été abattu à coups de revolver sous les yeux mêmes de sa femme...

Cette grande voix française, éloquente, passionnée, n'était indifférente à personne. Elle était aimée ou elle était redoutée. Faute de pouvoir répondre à Philippe Henriot, on l'a fait taire ; faute de pouvoir lui fermer la bouche, on lui a fermé les yeux.

Pierre Limagne note dans son journal (1947 : 2097) : "le drame s'est passé à Paris, ce que ne précisaient pas les informations à l'usage des Français, et ce dont on ne se serait pas douté en entendant Laval parler du "ministère de l'Information", expression qui fait penser à un quelconque hôtel de Vichy, siège du gouvernement". Le même soir, à 21 heures 30, dans l'émission de la BBC

¹ Selon Pierre Giolitto (1997 : 313, note 2), il existe plusieurs versions de cet événement. On pourra comparer cette description avec celles qu'en donnent Henri Amouroux (1999, IV : 734-735), Robert Aron (1959-1974, VI : 119-122), Pierre Bourget (1984 : 114-129), François Brigneau (1992 : 19-22, 43-47), André Brissaud (1965 : 417-421), Jean-Paul Cointet (2000 : 372), Jacques Delperrié de Bayac (1969 : 513-518), Alain Guérin (1972-1976, V : 303-305), Henri Noguères (1967-1981, V : 186-191)... Pierre Bourget signale en outre (sans lui accorder beaucoup de crédit) une autre version de la mort de Philippe Henriot, rapportée par un chef de la Résistance policière parisienne, Stéphane Monnot ; selon cette version, le chef du commando du COMAC ne serait pas Charles Gonard, mais l'agent de police Poulain, tué depuis dans les combats de la libération de Paris (Bourget 1984 : 137-139).

"Les Français parlent aux Français", Jean-Jacques Mayoux annonce lui aussi la nouvelle (cité par Crémieux *et al.* 1975-1976, V : 78-79) :

Philippe Henriot est mort. D'un bout à l'autre de la France aujourd'hui et d'un bout à l'autre du monde libre, partout où il y a des Français, cette nouvelle a causé une allégresse étrange. Qui d'entre nous avant cette guerre avait jamais souhaité la mort de personne ? Qui d'entre nous avant cette grande trahison avait souhaité la mort d'un Français ? Comme nous avons changé, comme nous nous sommes durcis. [...]

Et, aujourd'hui, en face de nous, nous voyons tomber cet homme dont toute l'intelligence, toute l'ardeur combative ont été, des années durant, mises contre nous à l'usage des ennemis de la France. Non, nous ne cacherons pas notre joie de cette expiation. En face du pseudo-gouvernement de Vichy, l'insurrection est le plus sacré des devoirs. En face des traîtres soutenus par ce qu'on appelle la force publique, par la Gestapo comme par la police vichyssoise, l'exécution sommaire devient le plus sacré des droits, la seule forme possible de justice.

Entre 1919 et 1922, les Allemands ont exécuté de la même manière tous ceux des leurs qui avaient eu part à l'armistice de 1918. La roue tourne. "Henriot est tombé pour l'Europe", dit Radio-Berlin. C'est-à-dire pour l'Allemagne. C'est le premier de la poignée de traîtres et de corrupteurs qui doivent tomber pour leur patrie spirituelle, l'Allemagne ; j'ai dit "corrupteurs" - le pire ennemi de la France n'est pas l'Allemagne. Le pire ennemi de la France est le mensonge. Le pire de tous les crimes est de présenter le mensonge comme vérité, le noir comme blanc et, comme les adversaires de Socrate, la cause mauvaise comme bonne. Apprendre à 20 000 Français à penser faux, à penser bas, à penser allemand, c'est faire perdre une division, c'est faire perdre une bataille à la France. C'est cette fois le sophiste qui a bu la ciguë, c'est la voix de la honte, de la bassesse et du déshonneur qui se tait.

Qu'est-ce que cet homme, depuis des mois, disait aux Français ? Il leur disait : il faut avoir peur, peur pour votre vie, pour votre maison, pour votre champ, car il savait, nous le savons tous, que chaque homme tient à sa peau, tient à sa maison, tient à son champ. Mais nous, nous ne croyons pas que la peur soit un instinct noble, ni l'égoïsme. Nous avons toujours invité les Français à dominer l'égoïsme et la peur, à s'élever au-dessus de l'individuel, à croire que la France ne serait pas morte tant que resterait l'honneur de la France.

Philippe Henriot savait que l'homme moyen tient à ses gros sous et c'est en face de l'amour des gros sous qu'il a agité des mois durant l'épouvantail bolcheviste et qu'il a, des mois durant, tenté de faire croire aux Français qu'ils n'avaient que le choix de deux terreurs et de deux esclavages.

Philippe Henriot savait que la peur est capable de tout, et surtout de la férocité : et cet homme, dont Laval vient d'oser dire qu'il avait voulu empêcher en France la guerre civile, recrutait avec chaleur pour la Milice. [...]

Sur la signification de cette fin tragique du plus grand orateur de la collaboration, alors que les combats se poursuivent en Normandie à la suite du débarquement, certains historiens s'interrogent : "La définition d'une telle opération pose en elle-même des questions essentielles. Comment la qualifier ? Entre-t-elle directement dans le cadre d'une mesure d'épuration, effectuée avec l'unique objectif d'administrer un châtement exemplaire ? Ou s'agit-il plutôt d'un acte de guerre, du moins de guérilla, indissociable du contexte de lutte armée qui commande alors toute l'action de la Résistance ? L'influence de Philippe Henriot constitue un danger contre lequel il est impératif de se prémunir : "[Cette] exécution aide l'offensive du Cotentin au moins autant que le déraillement d'un train de munitions", écrit Christian Funk-Brentano dans l'édition d'Alger de *Combat*, le 2 juillet 1944" (Kaspi *et al.* 1995 : 196).

Si l'enlèvement de Philippe Henriot s'était déroulé comme prévu, il est probable qu'à l'issue de son jugement à Alger, il aurait été condamné à mort, et exécuté ; le précédent de Pierre Pucheu ne laisse guère de doute à ce sujet. Jacques Delperrié de Bayac, historien de la Milice, est formel sur la culpabilité d'Henriot (Delperrié 1969 : 263-264) :

Que peut-on trouver à sa décharge ? Qu'il n'a pas agi par esprit de lucre ; qu'il n'a jamais varié. Avant la guerre, il était un polémiste d'extrême droite parmi d'autres. Vichy et les Allemands ont fait de lui un grand personnage. Esprit étroit et brutal, le très catholique Henriot a prêché le racisme et la haine.

Secrétaire d'État à l'Information d'un gouvernement qui se disait français, il a invoqué plusieurs fois dans ses éditoriaux les conventions internationales sur les prisonniers, les civils, la guerre : toujours au profit des Allemands. Pas une seule fois il ne s'est élevé contre les atrocités hitlériennes. Au contraire, il les a justifiées, disant après les tueries de Français : "Ceux qui s'indignent des sévérités allemandes, ce sont ceux qui les ont provoquées".

Les funérailles de Philippe Henriot.

L'organisation des funérailles de Philippe Henriot est l'occasion de violents conflits impliquant la Milice, les autorités allemandes, le Conseil municipal de Paris, et le gouvernement. Craignant de créer un précédent, Pierre Taittinger, président du Conseil municipal, refuse que la dépouille de Henriot soit exposée dans un salon d'apparat de l'Hôtel de Ville ; lors d'une réunion à Matignon, il résiste aux pressions et aux menaces de Pierre Laval, Fernand de Brinon, Joseph Darnand, Otto Abetz, et Carl-Albrecht Oberg¹. Il est finalement décidé qu'un cénotaphe sera élevé à cet effet sur la place de l'Hôtel de Ville (Bourget 1984 : 129-130 ; Giolitto 1997 : 320-321).

Les funérailles du Ministre de l'Information et de la Propagande sont grandioses ; en témoigne la facture des obsèques, dont le montant s'élève à 48 000 francs (AN F/41/273). Le corps est d'abord exposé dans une chapelle ardente dans les locaux du ministère de l'Information. Puis un cortège le conduit au cénotaphe élevé place de l'Hôtel de Ville, où il reçoit l'hommage de la population jusqu'au 2 juillet, date des funérailles religieuses. "Il faut reconnaître - les photos et les bandes d'actualité cinématographiques en témoignent - qu'une immense foule grave, recueillie et fervente, défila, quatre jours durant, au ministère de l'Information, puis sur la place de l'Hôtel-de-Ville de Paris, où le corps du ministre fut successivement exposé. On pouvait réprocher la politique préconisée par Philippe Henriot, on ne pouvait oublier "cet homme à la voix d'or" qui, deux fois chaque jour sur les ondes, avait lutté pour l'idéal qui était le sien" (Brissaud 1965 : 423).

La cérémonie religieuse doit, comme toutes les obsèques nationales prises en compte par l'État, se tenir à la basilique Notre-Dame-de-Paris ; et l'office religieux doit être célébré par l'archevêque de la capitale. Celui-ci, le cardinal Suhard, tient tête pendant une heure et demie à l'envoyé de l'ambassade d'Allemagne, qui lui demande de prononcer quelques paroles en hommage au défunt. Finalement, le cardinal maintient son refus : non seulement il se bornera à la célébration de l'office religieux, mais il évitera d'accueillir et de saluer les représentants des autorités françaises et allemandes présentes aux funérailles. Le maréchal Pétain, resté à Vichy, s'est fait représenter par le général Brécard, grand chancelier de la Légion d'honneur. Après la célébration, le corps du défunt est déposé dans une pièce fermée, en attendant son transfert à Bordeaux, où il sera inhumé le 11 juillet (Bourget 1984 : 130-131 ; Giolitto 1997 : 319-323). Trois voitures sont nécessaires pour aller déposer sur le tombeau du soldat inconnu, à l'Arc de Triomphe, les gerbes de fleurs de ses funérailles (facture des obsèques, AN F/41/273)... Le gouvernement donne l'ordre de célébrer, dans chaque département, une messe à la mémoire de Philippe Henriot ; mais cette consigne est diversement appliquée (Giolitto 1997 : 324). Le maréchal Pétain assiste à celle qui est dite à l'église Saint-Louis de Vichy ; mais "le Maréchal y va en civil pour bien montrer aux diplomates qu'il assiste à titre privé et que le ministre assassiné n'était pas son ministre" (Martin du Gard 1948 : 507).

Le 3 juillet, dans l'émission "les Français parlent aux Français", Pierre Dac évoque les "funérailles nationales-socialistes" de Henriot (Crémieux *et al.* 1975-1976, V : 87-88) :

¹ Respectivement président du Conseil (chef du gouvernement de Vichy) ; délégué général du gouvernement français dans les territoires occupés ("ambassadeur de France à Paris") ; secrétaire général au maintien de l'ordre (et chef de la Milice) ; ambassadeur d'Allemagne à Paris ; chef suprême des S.S. et de la police allemande en France (*Höheher SS - und Polizeiführer*).

Il n'entre pas dans mes intentions de prononcer l'oraison funèbre de Philippe Henriot. D'autres, tant parmi les Allemands que parmi les collaborateurs, sont plus qualifiés que moi pour accomplir cette tâche.

Comme je le lui avais prédit, il y a un mois et demi environ, Philippe Henriot est mort pour Hitler, fusillé par les Français. C'est la conclusion logique et inéluctable d'une activité, d'une intelligence et d'un talent mis sans réserves au service exclusif des forces mauvaises pour le seul bénéfice de l'ennemi détesté.

Aussi est-il normal et naturel que le gouvernement de Vichy lui ait fait des funérailles nationales. Et, pourtant, comme le mot "nationales" prend ici un sens spécieux et particulier. Singulières funérailles nationales, en vérité, que celles conçues, organisées, célébrées par Vichy, la Milice, les Waffen S.S., les collaborateurs et les Allemands !

Car c'est à vous que je pense, mes camarades de la Résistance, que Philippe Henriot assimilait à des bandits de grand chemin parce que vous avez voulu demeurer des Français sans tache et des hommes libres.[...]

Vous n'avez eu, à votre cortège funèbre, mes camarades, nulle escorte, nulle pompe officielle. Et, pourtant, c'est vous qui avez eu des funérailles nationales, parce que c'est l'âme, le cœur et la fierté d'un peuple tout entier qui vous ont accompagnés jusqu'à votre dernière demeure. Voilà pourquoi, mes camarades, j'évoque aujourd'hui votre cher et grand souvenir à l'occasion des funérailles, non pas nationales, mais nationales-socialistes de Philippe Henriot.

Toutefois, l'émotion provoquée chez les Français par la mort de Philippe Henriot est certaine, comme le prouvent les rapports des "contrôles techniques", ainsi que les témoignages et les documents de l'époque (films d'actualité et photographies). Pour Yvon Morandat, "l'affaire Henriot a provoqué des réactions diverses. En général, les bourgeois ont légèrement tremblé, les résistants et les gens du peuple en sont contents. La réflexion de l'homme de la rue est "encore un salaud de moins"." (message à d'Astier de la Vigerie le 1^{er} juillet 1944, AN 72AJ/234, page 11).

Pour les collaborationnistes, c'est une catastrophe. Certes, Paul Marion et Xavier Vallat¹ acceptent de prendre à la radio sa succession en parlant en alternance ; mais ce ne sont pas des orateurs de la même qualité. Le 5 juillet 1944, trente-deux collaborationnistes² adressent à Otto Abetz une déclaration qui révèle leur désarroi (cité par Stucki 1947 : 241-245, *passim*) :

L'assassinat de Philippe Henriot liquide brutalement notre propagande nationale dans la forme où elle gênait le plus les Alliés. Sa mort est une perte irréparable pour la France, une grave défaite pour le Gouvernement, frappé dans celui de ses porte-parole qui pouvait paraître exprimer chaque jour sa pensée politique.

Ce malheur survient au moment même où la conjoncture générale est très peu favorable au Gouvernement. [...] Un certain délai s'écoulera sans doute avant que les Allemands ne livrent aux Anglo-saxons une bataille décisive. D'ici là, l'opinion se persuadera chaque jour un peu plus que l'Allemagne a perdu la guerre, et la situation intérieure ne cessera d'empirer. [...]

C'est avec cette anarchie intérieure qu'il faut en finir au plus vite. Le mal est d'ordre politique. Il est né de l'absence d'une définition claire du choix de la France dans le conflit mondial, et des devoirs civiques qui découlent inéluctablement de ce choix.

À l'annonce de la mort d'Henriot, "la Milice [...] organise des représailles. Vengeances stupides et criminelles qui, à Toulouse, à Clermont-Ferrand, à Grenoble, à Mâcon, à Rilleux-la-Pape, où le 29 juin Paul Touvier, chef régional du 2^e service de la Milice, fait fusiller sept personnes de race juive, atteignent des sympathisants communistes ou gaullistes et accentuent l'hostilité de la population envers la Milice" (Amouroux 1999, IV : 737). À Mâcon, le chef Clavies fait exécuter sept personnes soupçonnées de sympathiser avec la Résistance ; à Saint-Amand Montrond, le chef Lécussan, "convaincu que ce sont les juifs qui ont payé pour tuer Henriot", projette une rafle et arrête une famille

¹ Paul Marion (1899-1954) a été secrétaire d'État à l'Information jusqu'à ce que Philippe Henriot lui succède en janvier 1944. Xavier Vallat (1891-1972) a été commissaire général aux Questions juives jusqu'au 6 mai 1942.

² Les principaux signataires sont Abel Bonnard, Jean Bichelonne, Fernand de Brinon, et Marcel Déat. Ont également signé Georges Albertini, Victor Barthélémy, Jacques Doriot, Georges Guilbaud, Jean Luchaire, Lucien Rebatet

juive (Delperrié 1969 : 517 ; Giolitto 1997 : 325-326 ; Todorov 1994 : 123). De leur côté, les Allemands veulent, eux aussi, que la mort de Philippe Henriot soit vengée. Le général Carl Oberg annonce à Joseph Darnand que son gouvernement a décidé de lui remettre des personnalités détenues en Allemagne (dont Paul Reynaud, Léon Blum, Georges Mandel), afin qu'ils servent d'otages pour Henriot, et soient fusillés par les Français, sur le territoire français. Malgré le refus indigné de Darnand et de Laval, Georges Mandel, ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement Daladier, est livré par les Allemands à la Milice, qui l'exécute le 7 juillet 1944, en forêt de Fontainebleau, lors d'un transfert d'une prison à l'autre (Delperrié 1969 : 518-527 ; Giolitto 1997 : 347-352).